

L'insulaire Français

2842



NOVEMBRE 1841.

FRANCIA

HUITIEME ANNEE, N

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DE JOURNAUX, PLACE DE LA BOURSE

PARIS

A L'OFFICE DE CORRESPONDANCE D'AUGUSTE

DE VIOLETTA, Comp. Place de la Bourse

N° 5 On reçoit les annonces pour

le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

Le Journal Français.

dant que les inodori-  
lilies par une loi. A  
pas, en général,  
rais. Par l'une  
transportée



PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 15 fr.

POUR SIX MOIS . . . . . 8

POUR TROIS MOIS . . . . . 4

POUR LE CONTINENT . . . . . 20

POUR L'ETRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## BASTIA.

LE 12 DECEMBRE.

« Soiva le stanche ceneri  
« Taccia ogni cia parola.

Fors' Ei tornò?.... Di giubilo  
Certo balzò quell'ossa,  
Quando la prima a svolgere  
Zolla dell'erma fossa  
De'pii guerrier si mossero  
Le generose man.

Or più non vela il salice  
La solitaria tomba:  
Or l'uragano svelle  
Il puote allorchè piomba;  
Ch'ei sovr'umana polvere  
Più mai pianger dovrà.

Deh! serba, o sacro salice,  
I tuoi gementi rami:  
Forse un dì fia che cingere  
Un prode il crin sen brami,  
E segno di vittoria  
Al lauro t'unirà.

E gioja, è duolo, è funebre  
Pompa o trionfo? vedi  
Gramaglie infra la polvere  
E mortuari aresti,  
L'è gente al suol rivolgersi,  
Ch'ei torre all'oste ardi.

Ma dove, dov'è il pallido  
Silenzio della morte?  
Al muto frate or negasi  
Il pianto che l'conforte?....  
A no.... si esalta il libero  
Cener, già pianto un dì.

Il veterano un palpito  
Del suo valor primiero  
In cor senti: già sembragli  
Montato il fier corsiero,  
Sul campo avverso intropido,  
Qual fulmine, piombar;

Ed ah! ch'allor, dall'impeto  
Rideste le ferite,  
Nell'urna, in sé, nel popolo  
Riconoscea sparite  
L'età cui degne, unanimi  
Pompe e trofei beâr.

Chi lo sfrondato lauro  
Ricorda in fronte ai regi,  
Chi l'oblitate lacrime  
I vendicati sfregi,  
E del suo brandito fulmine,  
E il regno senza fin.

Chi l'avanzarsi memora,  
Dopo l'incerta pugna,  
Lento lento in sull'arabo  
Destrier ch'ill' suoi coll'ugna  
Sorda calpesta, e scuotesi  
Il polveroso crin.

Ed Ei, le luci immobili  
Chinate, in giù le braccia,  
Passa — ma tutto splendegli  
Accolta in sulla faccia  
La foga delle immagini,  
Ed il novello ardor.

Ei si spiccò da un turbine,  
Come del pio colono  
A' danni orrendo un fulmine  
Rompe dal nembro: al tuono  
Di quel Possente un gemito  
Cupo natura diè.

Volò dall'Alpe al Libano  
E dagli adusti piani  
Al Reno, al Pò, ver l'ultime  
Spiagge dei mar: domani  
Combatte in campo; assidesi  
Oggi sul trono re.

Di lui narrare udirono  
Fin le Cimmerie grotte:  
E là fra le Piramidi  
Nelle ferventi lotte  
Dall'alto venti secoli  
E venti il rimirar;

E invidiando al secolo,  
Che gli assegnaro i fati,  
Di tanti eventi carico  
Girne tra' di non nati,  
L'immemorato e rapido  
Lor corso lamentar.

Lui non domar gli eserciti,  
Ma il ciel; nè per viltade  
Vinto il credemmo: il tumulto  
Fra le nemiche spade  
Forse cercò: ma gloria  
Ei sempre vi trovò.

In man lo scettro supplice  
Ruppe ai Sovran prigionj;  
Di mille genti un popolo,  
Un sol di mille troni  
Creossi; e poi tra' secoli  
Futuri si slanciò.

Abi quante volte a vespero  
Ver l'umido orizzonte  
Si volse, ed affacciarsi  
Vista una vela, in fronte  
Per un istante al misero  
La gioja balenò!

Sperò; ma invano: il pelago  
Rivide a mane e il lito;  
Ma più non vide fendere  
L'onde al vascel romito....  
Tutto sparì... Sol restagli  
La gloria che passò.

Forse fu vana imagine  
La gloria ancor?... L'etade  
Incalza omai: dei poster  
Ve' fulmina, ve' cade  
L'ardua sentenza, ed arbitro  
Già già.... ma, chi l'ardi?

Ah! s'Egli oprò pei secoli  
Ai secoli pur sia  
Il sentenziar. — La porpora  
Felice il fe?... La via  
Eppur due volte al soglio  
Trionfator s'apri.

Abi che al futuro instabile  
Tutto affidossi! — e vui,  
Mortali, che promettere  
Eterna gloria a Lui  
Osaste, al vostro vivere  
Era sicuro un dì?

Fors'Ei tra i lieti cantici  
Della vittoria, e l'pondo  
Di tanti allori — un gemito  
Messo dal cuor — profondo  
Dicea « Si dunque l'estasi  
« De' miei desir spari? »

E poscia, allor che memore  
De' di felici e belli  
Tentò l'affranto spirito  
Riconfortar con quelli,  
De' di felici, abi misero!  
Il sovvenir temé.

Or paghi tutti fòrano  
I suoi desir — di cento  
Vessilli all'ombra giacessi





Il a, en conséquence, été publié dans le *Journal Officiel* un décret d'administration extraordinaire différents décret



ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



# L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN	16 fr.
POUR SIX MOIS	8
POUR TROIS MOIS	4
POUR LE CONTINENT	20
POUR L'ÉTRANGER	24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

## BASTIA.

Par ordonnance du roi du 20 décembre dernier, ont été nommés, maires et adjoints de la ville de Bastia :

Maire, M. Casevecchie Antoine-Joseph.  
Adjoints, MM. Milanta Pierre, Santelli François-Marie-Nicolas.

Ce choix a été favorablement accueilli par l'opinion publique. L'annonce de M. Casevecchie en particulier a rencontré les plus vives sympathies. L'honorable confiance dont cet excellent citoyen vient d'être investi, sera pleinement justifiée, nous l'espérons, dans l'intérêt du pays. Ce n'est pas que nous ignorions les difficultés de tous genres qu'environnent d'ordinaire une administration nouvelle; nous ne dissimulons pas non plus tout ce que contient de délicat et de pénible, l'exercice des fonctions de maire de notre ville; ici plus que partout ailleurs, peut-être, le bien est difficile à faire, nous savons combien d'habileté, de zèle, de courage même, il est nécessaire de déployer quand on veut toucher aux nombreux abus depuis longtemps enracinés parmi nous; mais nous comptons sur les lumières, le dévouement, le caractère ferme et conciliant à la fois du jeune administrateur que le roi a placé à la tête de notre ville, pour porter une main vigoureuse à la racine du mal. Nous ne doutons pas que le conseil municipal ne s'associe avec empressement à ses efforts, par un concours franc et loyal. Les affaires de la commune ne sont-elles pas les affaires d'une seule et même famille, les affaires de tous? A quelque exception près, chaque citoyen est également intéressé à sa prospérité, à son avenir. L'appui du conseil, nous le répétons, ne saurait donc manquer à la nouvelle administration. Celui des honnêtes gens lui est déjà acquis; et le nôtre, quelque faible qu'il soit, ne lui faillirait point au besoin. Persuadés que nous sommes qu'aucun intérêt ne restera en souffrance dans l'accomplissement de la tâche laborieuse imposée au premier magistrat d'une ville aussi importante que Bastia, nous nous ferons un devoir, toutes les fois que l'occasion s'en présentera, de la lui rendre aussi facile qu'il nous sera possible, en le secondant dans toutes les mesures qui auront pour objet l'utilité publique, et la continuation des améliorations entreprises et successivement développées par ses prédécesseurs. On sait que nous avons souvent combattu, et quelques fois même avec une certaine vivacité, quelques-unes des erreurs de la der-

nière administration; mais cela n'est pas une raison pour nous rendre injustes à son égard, et méconnaître, maintenant qu'elle est tombée, tout ce qu'elle a fait de bon et de vraiment utile pour la cité.

On assure que l'installation du nouveau maire et de MM. les adjoints aura lieu à l'Hôtel de Ville, après demain lundi, 11 du courant.

Par la même ordonnance, ont été nommés Maires et Adjoints des villes ci-après désignées du département de la Corse, savoir :

À AJACCIO.  
Maire, M. Peraldi Paul-François.  
Adjoints, MM. Ponte Jacques, Peraldi Laurent.

À CALVI.  
Maire, M. Bartoli Joseph-Anguste.  
Adjoints, M. Mastagli Jean-André.

À CORTÉ.  
Maire, M. Guelfucci François-Louis.  
Adjoints, MM. Arrighi-Philippe-Antoine, Rossi Jean-Paul-André.

À SARTENE.  
Maire, M. Casanova Eugène-François-Antoine.  
Adjoints, MM. Pietri Jean-Paul de feu Antoine-Marc, Pietri Étienne-Antoine.

À BONIFACIO.  
Maire, M. Traut Boniface-Pierre.  
Adjoints, MM. Serafino Xavier, Piras Jean-Baptiste.

M. Arrighi, chef de bataillon au 38<sup>e</sup> de ligne, a été appelé, par décision du 23 décembre 1840, au commandement de la place de Blidah.

M. Angeli, (Jean-André), lieutenant au 4<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, a été promu au grade de capitaine au même corps.

M. Peraldi (Jean-Bernardin), lieutenant au 8<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère, a été promu au grade de capitaine au même corps.

M. Rossetti, (Raj-haël), lieutenant au 9<sup>e</sup> régiment de ligne, a été promu au grade de capitaine au 71<sup>e</sup> régiment de ligne.

M. Ristori, (Don-Pierre), lieutenant au 45<sup>e</sup> régiment de ligne, a été promu au grade de capitaine au 73<sup>e</sup> de même arme.

M. Montali, (Gabriel-Gaëtan-Fiore-Vincent-Marie), lieutenant au 46<sup>e</sup> régiment de ligne, a été promu au grade de capitaine au 73<sup>e</sup> de même arme.

M. Santelli, (Romulus), lieutenant au 9<sup>e</sup> léger, a été promu au grade de capitaine au 75<sup>e</sup> de ligne.

Par ordonnance royale du 11 décembre 1840. M. Dymmet, (Firmin-Simon), lieutenant-colonel, chef de la 15<sup>e</sup> légion de gendarmerie à Bastia, a été promu au grade de colonel et maintenu dans le commandement de la susdite légion.

M. Nicolini, (François-Marie) élève de marine, a été promu au grade d'enseigne de vaisseau, par ordonnance royale du 16 décembre dernier.

M. Bonfanti (Barthelemy) commis de 3<sup>e</sup> classe chef des bureaux de l'intendance militaire de la 17<sup>e</sup> division, a été promu à la 2<sup>e</sup> classe par décision ministérielle du 4 décembre 1840.

On lit dans le Bibliographe.  
« Un manuscrit de 14 pages sur la position politique et militaire du département de la Corse, au 1<sup>er</sup> juin 1793, tout entier de la main de Napoléon, vient d'être trouvé à Toulon dans la bibliothèque de feu M. Hernandez, député au corps législatif et premier médecin en chef de la marine.

« Ce monument historique, qui est de la plus grande authenticité, et qui porte la signature de Bonaparte, capitaine au 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie, est sans doute le premier écrit politique du grand homme, dont il laisse entrevoir la destinée par son style laconique et décisif.

Un assassinat des plus odieux vient d'être commis dans notre ville. Le nommé Noël, huissier, entretenait de coupables relations avec une femme de mauvaises mœurs. Une voisine de cette dernière, s'étant permis de lui faire quelques remontrances sur le scandale de sa conduite, celle-ci n'eut rien de plus pressé que de s'en plaindre à son amant, lequel le soir même se posta près de l'écurie où la voisine de sa maîtresse devait se rendre, et dès qu'elle parut, il lui déchargea un coup de pistolet à bout portant. Cette malheureuse, atteinte d'une balle au bas ventre, n'a survécu que peu d'heures à ses blessures. Le meurtrier est entre les mains de la justice. C'est le troisième meurtre qui se commet dans le même quartier à quelques pas de distance, dans le court espace d'un mois.

1<sup>re</sup> Suspension de la liberté individuelle pendant quarante jours.

2<sup>o</sup> Ordre à toutes personnes remplissant des fonctions officielles, et propres au service militaire, de s'enrôler, dans le délai de trois jours, dans les deux bataillons de volontaires nationaux.

3<sup>o</sup> Ordre aux autorités communales dans tout le royaume de procéder à la levée de tous les jeunes gens de dix-huit à vingt-cinq ans, qui sont propres au service militaire, et d'engager, moyennant une prime de 27 fr., tous ceux qui sont exempts.

4<sup>o</sup> Offre d'amnistie à tous déserteurs qui ont abandonné leurs corps.

Des ordres ont été envoyés à l'arsenal royal pour armer quatre bâtiments de guerre (frigates ou bricks) qui, dans le cas d'une rupture, devraient bloquer Colix et Malaga.

Il a été encore rendu une autre ordonnance pour la formation de bataillons nationaux dans tout le pays, et dans lesquels devront s'enrôler tous les hommes de l'âge de dix-huit à quarante ans.

— On lit dans le Courrier anglais :

« La difficulté entre l'Espagne et le Portugal ne consiste pas dans le droit de propriété sur le Douro, chacune des deux puissances ayant également droit à la navigation; la difficulté roule sur l'usage de la partie du Douro la plus navigable et la plus rapprochée de la mer. Le Douro prend sa source en Espagne; mais à une distance considérable de sa source, c'est à peine s'il peut porter de petits navires; et, dans les mois d'été même, le volume des eaux est si peu considérable, que la navigation est pour ainsi dire interrompue. A mesure que le Douro approche du Portugal, ses eaux grossissent, et en Portugal il est navigable pour des navires pouvant répondre à toutes les exigences du commerce intérieur. Il y a quelques années, une convention avait été en partie conclue. Le Portugal devait, à certaines conditions, accorder à l'Espagne le libre transit par le Douro jusqu'à la mer. Le Portugal a cru devoir reculer devant l'exécution de cette convention ou de ce traité non ratifié par le gouvernement, ou du moins il hésite à le ratifier formellement. La question est restée douteuse jusqu'à l'avènement d'Espartero. Ne pouvant pas supporter la lenteur des négociations diplomatiques, Espartero a déclaré au peuple portugais que, si le traité n'était pas signé et le Douro déclaré libre, un délai de grâce de vingt-cinq jours serait le seul surcis accordé.

— Quelques lettres de Lisbonne annoncent que toutes les relations diplomatiques entre l'Espagne et le Portugal sont suspendues. Le chargé d'affaires d'Espagne a quitté Lisbonne. Une note ferme, mais conçue en termes conciliants, a été adressée par le ministre des affaires étrangères de Portugal à la régence de Madrid. Le courrier de Madrid n'étant pas arrivé aujourd'hui, on ne sait pas encore ce qui a été décidé par le gouvernement espagnol.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS.

#### ADJUDICATION

DES TRAVAUX MILITAIRES.

#### AVIS.

Le Public est prévenu qu'il sera procédé, dans la salle de la Mairie de Bastia, le 10 janvier prochain, à midi précis, à l'adjudication par soumissions cachetées, des travaux à exécuter aux fortifications et aux bâtiments militaires dans les

places de Bastia, St-Florent, Corsone et dépendances.

La durée du marché sera de trois ou six années, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841.

Les concurrents pourront prendre connaissance à la Mairie et au bureau du Génie de la place de Bastia, des clauses et conditions de l'adjudication ainsi que du bordereau des prix, formant la base du marché.

Bastia le 25 décembre 1840.

Pour le Sous-Intendant militaire, en congé,  
L'Adjoint de 1<sup>re</sup> classe à l'intendance militaire,  
DUTHIEL.

Vente sur adjudication définitive qui aura lieu en l'étude de M. Saeletti notaire à Bastia le 14 janvier 1841 onze heures du matin, des biens dépendants de la faillite du Sieur Augustin Castellini de Corsone, à la diligence de MM. les syndics autorisés par justice.

Commune de Venozasca

1 lot. Champ d'olivier sis au lieu dit S. Roch.	1000
2 lot. Jardin potager	300
3 lot. Pièce de terre alle Coste.	500
4 lot. Autre dit Cortalina	300
5 lot. Champ d'oliviers dit Costazella	550
6 lot. Orditella terre arable.	400
7 lot. Maison (moitié d'une) dans ledit village	250

Ces biens sont indivis avec les hoirs Ajaccio de Bastia.

Commune de Casabianca.

8 lot. Orsinaccia, Châtaigniers	110
9 lot. Cappannelle, Idem.	90
10 lot. Mulinelli, Idem.	60
11 lot. Casanova, Idem.	80

Commune de Poggio et Mezzana.

12 lot. Vigne à Calle Commune	420
13 lot. Fontanella, terre arable	60
14 lot. Martinaccia, Enclous	600
15 lot. Piovannaccia, Oliviers	360
16 lot. Chiosella, Oliviers	140
17 lot. Vigne à Levoite, avec maisonnette.	550

Commune de Talasani

18 lot. Noceta, Vigne et Oliviers indivis avec d'autres propriétaires	200
19 lot. Même lieu, Oliviers indivis	250
20 lot. Même lieu terre labourable	200
21 lot. Enclous de terre labourable à Figareto.	280
22 lot. Même lieu, Vigne	400
23 lot. Pièce de terre dite Abiccia, au même lieu	120
24 lot. La moitié de la maisonnette existante indivise	150

Commune de S<sup>te</sup> Lucie de Moriani.

25 lot. Le quart d'un moulin sis à Noceta.	200
26 lot. Vigne sise à Linaire proche de Pietranera commune de S <sup>te</sup> Martin de Lota.	1680

Deux ou plusieurs lots pourront être réunis et adjugés ensemble.

S'adresser pour prendre connaissance du cahier des charges et des titres de propriété à M. Saeletti notaire, rue du vieux S<sup>te</sup> Charles à Bastia; commis pour recevoir les enchères.

#### VENTE D'IMMEUBLES.

A la requête du sieur Louis Bertarelli, négociant domicilié à Bastia, il sera procédé le dix-huit du courant à dix heures du matin en l'étude du notaire Joseph Marie Seatelli demeurant rue Vieux S<sup>te</sup> Charles à Bastia, et par le ministère du dit notaire commis par jugement du tribunal ci

vi de la vente par et ses dépendances l'Evêché n° 28

Cette vente aura première mise à prix mille francs, ou en un seul sur celle de mille francs

Premier lot. Le magasin servant actuellement deécurie sur la première mise à prix de mille francs  
Second lot. Une cave avec deux chambres au dessus, les dites chambres aboutissant à la maison précitée vers le nord ayant leur entrée séparée au rez-de-chaussée dans la rue de l'Evêché sur celle de mille francs  
Troisième lot. Le rez-de-chaussée composé de trois pièces ayant son entrée au n° 28 sur celle de mille francs  
Quatrième lot. Le premier étage sur celle de mille francs  
Cinquième lot. Le second étage sur celle de mille francs  
Sixième lot. Le troisième étage avec mansardes sur celle de mille francs  
S'adresser au dit notaire pour connaître les charges et conditions de la vente.

BENEDETTI, avoué.

### ABBATI ROGER,

MAÎTRE DE FORGES A BASTIA, a l'honneur de prévenir le public, qu'il vient de faire construire dans ses ateliers une quantité de lits en fer, qu'il offre avec une diminution sensible dans le prix.

Lits à deux places à pavillon tête-à-tête, vernis en noir avec pommes dorées 68  
Id. en fonte..... 83  
Id. carrés tête-à-tête en fer..... 64  
Id. Id. en fonte..... 80  
Id. à une place à couchettes tête-à-tête en fer..... 42  
Id. Id. en fonte..... 48  
Id. à pavillon en fer..... 44 50  
Id. Id. en fonte..... 51  
S'adresser à son magasin de quincaillerie Place du Théâtre à Bastia.

### ÉNIGME.

Premier né d'une ancienne et très grande famille, Tantôt je suis garçon et tantôt je suis fille. En cela, ressemblant aux hommes d'aujourd'hui (1) Nouveaux Capulets, mais chut ! et je poursuis l'intime compagnon du digne philanthrope. Je suis pourtant toujours avec les scélérats, Et ne quittant jamais le triste misanthrope, L'on me voit constamment dans ses bruyants ébats. Où se livre souvent la jeunesse imprudente, Qui marche à l'engluement à sa perte imminente. J'appartiens toujours à l'ILLUSTRE HÉROS Que je n'ai pu quitter dans toutes ses batailles. A Sainte-Hélène, hélas ! j'en traî dans son tombeau, Et je viens d'assister aux grandes funérailles. J'ai constamment suivi le sublime BERTRAND, Cet ami généreux et vrai Pilade en France : Les siècles élèveront son noble attachement. Et parleront toujours de sa grande constance.

MANTE.

(1) La lecture averti que cet est qu'une métaphore pour signifier les gens masculin et féminin.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE DE CESAR FARIANI



## NOUVELLES DIVERSES.

Hier, à quatre heures, S. M. a reçu le corps diplomatique.

Voici, d'après le *Moniteur*, le discours qui lui a été adressé par M. le comte d'Appony, au nom du corps diplomatique :

« Sire,  
Réuni par la solennité de ce jour autour de votre personne royale, le corps diplomatique a l'honneur d'offrir à V. M. ses hommages respectueux et ses vœux.

« La Providence, pendant l'année qui vient de s'écouler, s'est signalée envers nous par de nouveaux bienfaits : le maintien du repos politique en Europe et la protection dont elle ne cesse de couvrir les jours de Votre Majesté sont des faits précieux dont nous lui rendons de vives actions de grâces.

« Nous sommes heureux de penser que, la sagesse des Cabinets saura maintenir un état d'ordre et de paix et qu'à l'abri de leur accord l'Europe continuera de marcher dans la voie de progrès ouverte à sa prospérité.

« Des événements chers au cœur paternel de Votre Majesté appellent toutes nos félicitations. Veuillez, Sire, les agréer avec bonté, ainsi que les vœux très sincères que nous formons pour le bonheur de la France, pour le vôtre et celui de votre auguste famille.

Le Roi a répondu :  
« C'est de tout mon cœur que je m'unis à vous pour rendre grâces à la Providence des bienfaits qu'elle a répandus sur nous, dans le cours de l'année qui vient de s'écouler, et de la protection dont elle a de nouveau couvert mes jours. Je suis bien touché de ce que vous m'exprimez à cet égard.

« Vous connaissez le prix que je n'ai cessé d'attacher à la continuation du repos politique dont jouit l'Europe, et au maintien de la paix générale. Convaincu, comme je le suis, que c'est à la fois l'intérêt de la France et celui de tous les États, rien ne ralentira mes efforts pour concourir, avec tous les souverains, à conserver ce grand bien de nos nations, et j'espère avec vous que, dans l'année qui ouvre devant nous, la sagesse des Cabinets achèvera de le consolider.

« Je suis bien sensible aux félicitations du corps diplomatique et aux vœux que vous m'offrez en son nom pour la France, pour ma famille et pour moi. »

Paris, le 3 janvier 1841.

Alger, le 22 décembre 1840.

Le *maréchal Pélée* à M. le *Président du Conseil*.

La tranquillité de la province d'Alger n'a pas été troublée depuis le dernier courrier. Les garnisons de Médéah, Blidah et Mostaganem ont fait des razzias sur les tribus qui sont à une petite distance de ces villes. Le courrier de Bone n'est pas encore arrivé.

— M. le lieutenant-général Bugeaud, a été nommé, par ordonnance du 3 janvier, gouverneur-général de l'Algérie.

— Le *Moniteur* annonce que M. le baron Hugon, contre-amiral, a été nommé vice-amiral, en remplacement de M. le baron Roussin, élevé à la dignité d'amiral.

— Le rappel de M. Cochelet, consul-général à Alexandrie paraît décidé.

— On annonce que M. de Barante doit être remplacé à Saint-Petersbourg par M. de Flahaut. M. de Barante obtiendrait l'ambassade de Vienne, et M. de Saint-Aulaire serait nommé ambassadeur à Londres. (Constitutionnel).

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 30 décembre.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission des pétitions.

Le sieur Servet, propriétaire à Chenevière-sur-Marne, appelle l'attention de la chambre sur les moyens d'empêcher les forçats libérés de nuire à la société. La commission propose le renvoi de la pétition à M. le garde-des-sceaux. — Adopté.

Le capitaine Mauduit, rédacteur de la *Sentinelle de l'Armée*, réclame contre les ordonnances des 28 et 29 septembre 1840, portant création de nouveaux bataillons et de nouveaux régiments, et autorisant les officiers de différentes armes à passer avec leurs grades dans ces nouveaux corps. — La commission propose le renvoi à M. le président du conseil. — Adopté.

M. le ministre des finances présente le budget de l'exercice 1842. Le montant des recettes prévues s'élève à un milliard 161 millions, le montant des dépenses à un milliard 316 millions.

La chambre donne acte de la présentation du budget.

L'ordre du jour est la discussion du projet de loi tendant à ouvrir un crédit de 3,600,000 francs pour le rétablissement des communications interrompues.

L'art. 1<sup>er</sup> est adopté.

Séance du 31.

M. Dufaura annonce qu'à la prochaine séance il demandera la reprise du projet de loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.

M. Fulchiron au nom de la commission des douanes, invite les membres de la chambre à communiquer à l'avance les amendements qu'ils se proposeraient de présenter, afin d'éviter une perte de temps.

La chambre reprend la discussion du crédit de 3,600,000 fr. pour la réparation des routes endommagées par les inondations. Les art. 2, 3, 4 et 5 sont adoptés. Scrutin sur l'ensemble du projet, Voix, 231. Boules blanches 214; boules noires 17. La chambre a adopté.

— On lit dans le *National de l'Ouest* :

« On nous assure que le ministre de la guerre fait prendre dans tous les départements des informations sur tous les sous-officiers libérés, et que l'intention du gouvernement est, en cas de besoin, de leur offrir de rester dans l'armée avec leur grade, en leur donnant espoir d'un avancement certain.

## L'APOTÉOSI.

I.

Tutto fior pilieri e marmi

Com'altar parato a festa,

Di trofei vestito e d'armi

Il grand'Arco alza la testa,

E fra i lauri e le ghirlande

L'ali d'or l'Aquila spande

Sopra il globo imperial;

Ed un carro ecco, ed innanti,

Sotto i portici guerrieri,

Come neve biancheggiante

Avanzar cento destrieri,

E d'insegne aperte ai venti

Di guerrier, d'arme, di genti

Un corteggio trionfal.

Oh! cantiam. Vent'anni inulti,

E in un giorno cancellati,

L'onta vecchia e i nuovi insulti

Dimmi, Francia, hai vendicati?

E di palma in Asia colta

Glorioso un'altra volta

Il tuo erin s'incoronò?

E Albion piange distrutti  
I suoi legni, e prigioniera  
Vide lucere su i flutti  
Strascinar la sua bandiera?  
E tarpata ed avvilita  
La grifagna Moscovita  
Fra i suoi ghiacci si celò?...  
Ma gemito sorge, fra gli alti vessilli,  
Di canti lugubri, di flebili squilli,  
E luce tra l'armi di ceri chiaror,  
Velluto funebre sul carro si stende,  
La croce d'argento trapunta risplende  
Fra l'api, fra i serpi, fra l'Aquila d'or.

II.

Nobil Arco, oh! quel di che poi cieli,  
Maraviglia dei tempi novelli,  
Ei t'alzava, e trionfi più belli  
Fra i trionfi godeva pensar,  
Contemplando la tua mole,  
Qual profeta di sventura  
Avria detto a quel Fatale  
— Il tuo Sole ecco s'oscura;  
Non su fervida quadriga,  
Sotto l'arco trionfale,  
Dopo un giorno di battaglia  
Glorioso vincitor,  
Ma su carro di gramaglia,  
Dallo scoglio insospitale,  
Tornerai, possente frale,  
O temuto imperator.

Ed invan l'Aquila altera  
Su i vessilli fremerà,  
E di bronzi la riviera  
Tutta quanta echeggerà;  
Non di un popolo gli evviva  
Accclamanti al tuo passar,  
De' tuoi prodi in su la riva  
Non il forte lacrimar.  
Non l'inechio dei pennoni,  
Non il canto dei metalli,  
Del tamburo i mesti suoni,  
Il nitrito dei cavalli,  
Non il pianto dei cannoni  
Ti potranno risvegliar.

Abbi chi vuole scrutarvi impenetrati  
O del tuo misteri e del Signor!  
Quando più vasta su i regni domati  
L'ombra stendevasi delle penne d'or,  
Spezzati i vanni, t'uncato l'artiglio  
L'Aquila al suolo travolta piombò,  
Il Leopardo usci dal suo coviglio,  
E, incatenata, il cor le divorò.

Sopra il ferro della lancia  
Per dolor dimesso il volto,  
Mesto allor l'Angiol di Francia  
Su quell'Aveo si posò,  
E vent'anni, minaccioso  
Cherubin chiuso nell'armi,  
Questo giorno, su quei marmi,  
Aspettando vigilo.

Sullo scoglio omicida frattanto  
Il sublime infelice languiva,  
E il velen lentamente sorbia  
Che le man d'Inghilterra versar;  
E pensava captivo sull'Istro  
Un fanciullo da biondi capelli,  
E guardata da forti castelli  
Una terra che baguan due mar.  
E te pure e il tuo cielo pensava,  
Forte suolo, \* ove incognito nacque,

\* La Corse avait mille charmes; il en détaillait les grands traits, la coupe hardie de sa structure physique. — Tout y était meilleur, disait-il, il n'était pas jusqu'à l'odeur du sol même, elle lui eût suffi pour le deviner les yeux fermés; il ne l'avait retrouvée sur le part. Il s'y voyait dans ses premières années, à ses premières amours; il s'y trouvait dans sa jeunesse au milieu des péripécies, franchissant les sommets élevés, les vallées profondes, les gorges étroites etc. (Mémoires de Sainte-Réine).

Ed Ajaccio tranquilla sull'acque  
Coronata d'aranci e di fior,  
Ed i venti salubri, l'aroma  
Sospirava dei ceruli monti,  
E la neve dei vergini fonti,  
E dei boschi inaccessi l'orror.

III.

Oh! quando la sera lontano lontano,  
A vele spiegate pel vasto Oceano,  
Un legno di Francia vedeva passar,  
Oh! come rapita quell'anima anela  
Volava sull'orme dell'umile vela!  
Oh! come profondo guardava sul mar!

Oh! fosse la nave che passa leggiera,  
La nube cacciata dal vento di sera,  
Oh! l'ultimo raggio del sole che muor!  
Sull'altare il piè profano  
Empio l'uom pose, ed insano  
Re del nulla s'adorò.

Vuoto è il Tempio e senza fiori,  
È la tomba senza onori,  
Conculcata povertà,  
Solo nune la ricchezza,  
Insultata la vecchiezza,  
E tradita libertà.

Profetessa menzognera,  
Che il crepuscolo di sera  
Dice all'hor di nuova età,  
Una turba, che non vede,  
Noi passato immota il piede,  
Spera un di che non verrà.

Una turba di malvagi,  
Che dal furto e dalle stragi  
Oro spera e potestà,  
Ti calunna, e di rapine  
Di patiboli e ruine  
Dea t'invoca, o Libertà;

Una turba paurosa,  
Che tre lustru ambiziosa  
Dal suo fango t'adorò,  
Ricca d'oro, ebba, felice  
Or ti nega, e maledice  
Empia al Dio che la creò.

Invincibile il tuo brando  
Era, o Francia; era comando  
Alle genti il tuo voler:  
Vane ciancie or le tue sfide,  
E t'inganna, e poi ne ride  
Insolente lo stranier.

Vigilava ai cuori in fondo  
Del Tradito il sovvenir.  
E si compie d'un morente  
Oggi il voto e d'una gente,  
Ma qual riedi! e quale, o Sir,  
Questa Francia, che a' tuoi piedi  
Genuflessa oggi rivedi.

Qual ritrovi al tuo venir!  
Sacerdoti, magistrati,  
Grandi, popolo, soldati,  
Tutti univa un sol pensier,  
Gloriosa era ogni pugna,  
Certa via l'orma ove l'ugna  
Si stampò del tuo corsier.

Qual caosse oggi! costumi,  
Leggi e culto, insegne e Numi,  
Oh dolor! tutto cangiò.  
Sull'altare il piè profano  
Empio l'uom pose, ed insano  
Re del nulla s'adorò.

Vuoto è il Tempio e senza fiori,  
È la tomba senza onori,  
Conculcata povertà,  
Solo nune la ricchezza,  
Insultata la vecchiezza,  
E tradita libertà.

Profetessa menzognera,  
Che il crepuscolo di sera  
Dice all'hor di nuova età,  
Una turba, che non vede,  
Noi passato immota il piede,  
Spera un di che non verrà.

Una turba di malvagi,  
Che dal furto e dalle stragi  
Oro spera e potestà,  
Ti calunna, e di rapine  
Di patiboli e ruine  
Dea t'invoca, o Libertà;

Una turba paurosa,  
Che tre lustru ambiziosa  
Dal suo fango t'adorò,  
Ricca d'oro, ebba, felice  
Or ti nega, e maledice  
Empia al Dio che la creò.

Invincibile il tuo brando  
Era, o Francia; era comando  
Alle genti il tuo voler:  
Vane ciancie or le tue sfide,  
E t'inganna, e poi ne ride  
Insolente lo stranier.

V.

Oh! ma cessi a quel tumulto innanti  
Il rumor delle nostre contese.  
Ai sospiri dell'organo, ai canti,  
Trombe d'or, eolubrine tonanti,  
Rispondete con mesto fragor;  
Ed immenso tra nubi d'incenso  
Sorga l'innno di pace al Signor.

INNO.

Tadoriam nel tuo perdono,  
Tadoriam nel tuo rigor,  
Sante l'ire, e giusti sono  
I giudizi tuoi, Signor.

Nuda il sen, lacera, stolta,  
Francia il brando in se rivolta  
Di sua man s'apriva il cor:  
Ma pietoso, o Dio clemente,  
Suscitasti alla demente,  
Che periva, un Salvator.

Come docile destriero  
Alla man del cavaliere,  
Che infronato lo domò,  
D'amor presa e di rispetto  
All'ignoto giovinetto  
La ribelle s'inchinò.

Fea del sangue de suoi figli  
I patiboli vermigli

Spezzò l'ara e ti negò;  
Ma la veste insanguinata  
Le spogliava, e immacolata  
Nella gloria Ei la tornò.

Sulla fronte un nuovo alloro,  
Nelle palme un globo d'oro  
Le poneva ed un acciar.  
Tra la gioja dei fratelli  
Tornò l'esule gli avelli  
De' suoi padri ad abbracciar;

Dalle nuove catacombe,  
Ove ignuda fra le tombe  
Le percosse ali piegò,  
Tornò all'ara, e tra i vapori  
Dei turiboli e dei fiori  
La preghiera a te volò.

O Signor, su la collina  
Che la Lapide divina  
Del tuo Figlio serba ancor,  
Insultante lo stendardo  
Sventolava del bugiardo  
Della Mecca adorator;

Ma terribile fra i nudi  
Jatagani, e i tondi scudi  
Il suo brando sfolorò;  
E il vessillo dei redenti  
Sulla terra dei portenti  
Vincitor si dispiegò.

Non le nevi, e non i monti  
Intentati, e l'acque, e i ponti  
Omicidi l'arrestar,  
Non, a guardia intorno ai troni,  
Quai viventi bastioni,  
Se've d'uomini e d'acciar.

Ale desti a' suoi cavalli,  
Nel clangor de' suoi metalli  
Il tuo spirito solliò,  
Nel ferir de' suoi campioni,  
Nel tuonar de' suoi cannoni  
Il tuo fulmine scoppiò.

Poi deserto e senza figlio  
Sulla ripe dell'esiglio  
La tua man l'imprigionò;  
Solo il gemito del rio,  
Sol del salce il mormorio  
Sulla tomba si lagno.

Ma il tuo sdegno, ecco, ha riposo,  
Ecco all'Esule, pietoso,  
Un avel donò, o Signor;  
Glorioso, e di Lui degno  
Quest'avello oh! ci sia pegno  
Che placato è il tuo rigor.

Quell'eletta anima forte,  
Che trionfa nella morte,  
E sacrossi nel dolor,  
Teco accogli, e a te vicino  
Sopra gli Angeli domino  
Le conosci e seggio d'or.

Tadoriam nel tuo perdono,  
Tadoriam nel tuo rigor,  
Sante l'ire, e giusti sono  
I giudizi tuoi, Signor.

VI.

E tu fiera e dolorosa  
Sulla tomba del Tradito  
Piega il capo, e in lui riposa,  
Mira, o Francia! impaurito  
Lo stranier, che t'insultò,  
Quella tomba gloriosa  
Di guardar non s'attento.

Oh! comprendo..... Onta e delitto  
Sulla soglia s'arrestar:  
No, non deve sul traltito  
Il carnefice pregar.

\* Le Corps diplomatique n'a pas assisté à la cérémonie des Invalides.







eré tous mes momens, pour les graves soins qui m'étaient confiés; en conservant dans mon cœur un souvenir reconnaissant du loyal appui que j'ai constamment reçu de la part du conseil, je regrette de n'avoir pas toujours trouvé immédiatement au-dessus de moi, un égal concours pour les intérêts de notre Commune, et que les mesures provoquées par le corps municipal avec lequel j'étais uni de vues par conviction, par sympathie et par position, n'aient pas été accueillies, comme nous pensions tous qu'elles auraient dû l'être. Je regrette qu'un désaccord fâcheux, en paralysant l'action de l'autorité municipale, ait arrêté l'impulsion que je me suis efforcé de donner aux affaires de la Commune, impulsion dont mes actes et ma correspondance restent, pour faire foi.

Espérons Messieurs, que sous le nouveau Maire qu'il a plu au Roi de nous donner, tout le bien que la ville peut se promettre, s'accomplira. Le Conseil municipal, expression de l'opinion publique, et où se rencontrent tant de lumières, de civisme et de sage indépendance, ne manquera pas de lui accorder, comme à moi, un ferme appui; et plus heureux que moi, le jeune administrateur placé à la tête de notre commune, avec le concours du Conseil, en obtiendra un autre qui lui permettra d'achever ce que nous avons si laborieusement commencé.

Recevez, Monsieur le Maire, l'expression sincère de mes vœux pour le succès de votre administration. Puisse-t-elle procurer à la ville de Bastia les avantages que cette importante cité a droit d'attendre, et que lui garantissent, j'en ai eu personnellement d'éclatantes preuves, la bienveillante pensée du gouvernement, ainsi que la protection spéciale du Prince Royal et la haute bienveillance du Roi....

Les plans et devis des constructions du collège royal de Bastia, viennent d'être définitivement approuvés par M. le Ministre des travaux publics.

Le *Sémaphore* en rendant compte des dangers courus par le *Scamandre*, paquebot postal du Levant, s'exprime en ces termes sur le compte de M. Lagasse, notre concitoyen officier sur ledit paquebot.

« Nous ne devons pas oublier un trait de courage de la part de M. Lagasse, lieutenant. Personne n'osait descendre dans la cale, à cause de l'eau bouillante qui la remplissait, ce jeune officier de marine prit le parti de s'y rendre lui-même, afin d'enfoncer une des portes de la soute aux charbons; son exemple a été suivi par quelques matelots qui excités par sa présence, se sont comme lui avancés dans cette eau bouillante qui dépassait leurs jambes.

« A chaque instant les lames se déroulaient sur le pont et pénétraient dans la cale, rendant vains les efforts incroyables qu'on ne cessait de faire pour la vider. A deux heures du matin une lame plus forte que les autres s'étendit sur tout le bâtiment, l'eau menaçait d'éteindre les feux; elle arrivait au niveau des fourneaux; deux de ces fourneaux s'éteignirent; les chauffeurs avaient de l'eau bouillante jusqu'à mi-corps; leur intrépidité les soutenait; ils construisirent un échafaudage pour pouvoir continuer à alimenter les feux.

M. Guasco Silvestre, commis auxiliaire de l'intendance militaire à Bastia, a été nommé commissaire entretenu de 3<sup>e</sup> classe par décision ministérielle du 30 décembre 1840.

M. le ministre des travaux publics a désigné M. Casale président de chambre à la cour

royale de Bastia, et M. Cunéo d'Ornano, président du tribunal civil d'Ajaccio, membres du conseil général, pour faire partie du conseil local chargé de la répartition des fonds destinés à l'entretien et aux réparations ordinaires des routes, ponts, canaux etc., pendant l'année 1841.

Par ordonnance royale du 6 décembre, M. Brandou, (Ambroise-Jean), lieutenant a été nommé capitaine au 39<sup>e</sup>.

Une autre ordonnance du 11 décembre, nomme dans les régiments d'infanterie de nouvelle création, les lieutenants dont les noms suivent : MM. Rossetti (Raphael) au 71<sup>e</sup> de ligne.

Cafassi (Pierre) au 24<sup>e</sup> léger.  
Danese (Silvestre) au 25<sup>e</sup> léger.  
Peretti Joseph François au 75<sup>e</sup> de ligne.

Par ordonnance royale du 23 décembre 1840, M. Fariani, (François) adjudant sous-officier au 3<sup>e</sup> de ligne, a été promu au grade de sous-lieutenant au 71<sup>e</sup> de même arme.

M. Pomjean (Pierre) adjudant sous-officier au 60<sup>e</sup> de ligne a été promu au grade de sous-lieutenant au 73<sup>e</sup> de même arme.

M. Spallarossa (Jean-Baptiste) adjudant sous-officier au 44<sup>e</sup> de ligne a été promu au grade de sous-lieutenant au 24<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère.

M. Campiglia, Ange, Tournais, nommé vice-consul de Sardaigne à Ajaccio, et M. Dalmi, Barthélemy Vincent, nommé vice-consul de la même puissance à Portovecchio, ont obtenu leur Exequatur du Roi.

Toulon 13 janvier 1840. — (Correspondance particulière de l'Insulaire.)

Le bateau à vapeur le *Grandeur* a mouillé en rade de lazareth, le 10 venant d'Alger, d'où il rapporte la correspondance et divers passagers.

Le vaisseau le *Trident* a également mouillé en rade de lazareth le même jour. Il vient d'Alger et ramène en France beaucoup de militaires congédiés.

Le 11 est arrivé sur notre rade la frégate la *Junon* venant de Stora d'où elle rapporte 300 hommes de troupe.

Le bateau à vapeur le *Tartare* est arrivé le même jour, venant d'Afrique avec la correspondance et des passagers.

Le bateau à vapeur le *Castor* a appareillé et pris le large hier 12, allant à Alger avec la correspondance et divers passagers.

Les deux corvettes la *Ziloe* et l'*Astrolabe* viennent par ordre ministériel, d'entrer en réparation, pour être armées aussitôt qu'elles seront en état de prendre la mer. On assure que ce seront les anciens équipages de ces deux navires qui composeront le personnel. On ne connaît pas encore l'emploi que l'on veut faire de ces deux bâtiments; mais l'on pense qu'ils feront partie d'une petite division qu'il est question de former, laquelle serait composée de 2 frégates, 2 corvettes, 4 bricks et 4 bateaux à vapeur dont M. Laisné, contre-amiral en aurait le commandement; elle se rendrait dans les différents ports de l'Afrique et du Levant.

M. Gasy, major-général vient d'être nommé au commandement d'une division faisant partie de l'escadre, M. Deschênes-Parceval le remplace dans ses fonctions. M. Gasy a arboré son pavillon de contre-amiral sur le vaisseau le *Souverain*.

Demain les vaisseaux le *Neptune*, le *Généreux*, le *Triton*, l'*Iena* et l'*Océan* doivent partir pour aller faire des évolutions en mer afin d'exercer les nouveaux équipages qui presque en partie ont été renouvelés par les nombreux congés qu'on a été

obligé de donner aux marins qui avaient fait leur temps.

Le remplaçant de M. Cochelet consul à Alexandrie est attendu d'un moment à l'autre à Toulon. La frégate l'*Uranie* ayant bientôt terminé son armement partira vers la fin du mois pour Bourbon. La frégate l'*Indépendante* doit entrer sous peu en armement, celui du vaisseau la *Ville de Marseille* sera bientôt terminée; nous aurons alors vingt vaisseaux armés. Les réparations que l'on fait subir aux divers vaisseaux revenus du Levant se font avec une très grande activité.

Un ordre du ministre de la marine réduit à un seul le nombre des chirurgiens de 3<sup>e</sup> classe embarqués sur les vaisseaux; il est difficile de se rendre compte d'une pareille mesure qui est loin d'être juste, en voici les motifs: si sur une frégate on met deux chirurgiens de 3<sup>e</sup> classe, pourquoi à bord d'un vaisseau n'en met-on qu'un? et pourtant le nombre d'hommes qui compose l'équipage d'un vaisseau est bien plus considérable que celui d'une frégate. Nous aimons à croire que cette mesure n'est que momentanée et que sous peu il y aura comme par le passé deux chirurgiens de 3<sup>e</sup> classe à bord de chaque vaisseau, vu qu'il serait presque impossible à un seul individu de faire le service. Nous savons que cette mesure a été prise parce qu'il y a pénurie de chirurgiens, mais alors que l'on fasse comme l'on a fait dans toutes les armées; qu'on augmente les cadres et on aura des sujets.

A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire Français.

Monsieur le Rédacteur,

Votre numéro du 9 du courant me déclare l'auteur de l'odieuse assassinat commis sur la femme Babiani, et vous représentez les faits comme si vous n'avez compté d'un arrêt de condamnation.

Mon innocence se révolte et me fait une loi de protester de toutes mes forces contre l'imputation affirmative dont vous m'avez ainsi frappé. Permettez-moi de vous dire que l'instruction qui se poursuit vous fera regretter par son résultat, d'avoir pu égarer l'opinion publique sur une accusation capitale qui n'est encore qu'à sa naissance, et qui doit bientôt s'évanouir devant les lumières de la vérité.

Veuillez bien agréer, Monsieur le Rédacteur, les sentimens distingués de votre serviteur.

NORL.

Bastia, le 12 janvier 1841.

Vendredi dernier, le capitaine Baudouin, du 49<sup>e</sup> de ligne, et plusieurs officiers de la garnison étaient allés chasser à la *Confiance*, propriété située à quelques lieues de la ville. Les chasseurs étaient assez éloignés les uns des autres, explorant les hautes *makis* qui couvrent les collines, et les vallons à gauche de la route de Campo di Loro. Tout à coup, dans une gorge assez profonde et très boisée, le capitaine Baudouin se voit couché en joue par trois bandits. Une voix lui crie: *Pianta!* Ce brave militaire s'arrête en effet, mais pour lancer un des bandits en joue et faire feu, quoiqu'il soit armé ne fut chargée qu'à plomb. Trois coups sont dirigés aussitôt instant contre lui: une balle brise la cage, c. Gollari, seconde balle coupe le cap. Cambiaggi, dre et traverse sa capote, cap. Berti, inouï, il n'a reçu pas même, cap. Bugliani, sure. En s'éloignant, les bandits, sans pouvoir l'attendre. C'est ment, dont le capitaine Baudouin

est victime, a causé dans notre ville une impression bien douloureuse, il a donné lieu à une foule de conjectures: Les bandits ont-ils été qu'ils étaient couverts et traqués, au moment où ils ont aperçu plusieurs militaires armés? Voulait-ils rendre au capitaine son fusil? Voulait-ils le tuer, ou l'enlever pour exiger ensuite une rançon? Mais au milieu de toutes ces conjectures, tout le monde se félicite qu'une semblable rencontre n'ait pas eu pour le capitaine Baudouin des suites funestes; et personne qui n'applaudisse au sang froid si courageux de ce brave officier en présence du plus imminent danger.

(Journal de la Corse.)

M. le garde des sceaux, ministre de la justice, vient d'adresser, en date du 7 janvier, la circulaire suivante à MM. les premiers présidents et procureurs généraux près les cours royales. — Monsieur, je remarque avec peine que les règles relatives à la délivrance des congés aux membres de l'ordre judiciaire ne sont pas complètement observées dans tous les ressorts. J'aime à penser qu'il me suffira de me les rappeler pour assurer partout leur scrupuleuse observation. Je me propose de vous adresser prochainement une circulaire générale qui présentera dans leur ensemble les diverses prescriptions établies, soit par les lois et réglemens, soit par des instructions émanées de mes prédécesseurs sur l'obligation de la résidence pour les magistrats sur les absences, les vacances et les congés. Mais sans attendre la transmission de cette circulaire, je crois devoir dès à présent, réclamer le concours de vos efforts pour arrêter un abus que je ne puis trop tôt faire cesser. Un grand nombre de magistrats demandent des congés pour venir à Paris solliciter de l'avancement; ce n'est pas la un motif légitime d'absence. Un de mes prédécesseurs a interdit d'accorder des congés pour un pareil but; cette règle n'est point observée. Je la rétablis expressément, parce que son maintien importe à la dignité de la magistrature autant qu'au bien du service. La prompte expédition des affaires dépend, en effet de l'assiduité des magistrats à remplir leurs devoirs. Il leur appartient de donner l'exemple salutaire de la soumission à cette première règle de la discipline. La considération, l'influence de l'ordre judiciaire y sont éminemment intéressés.

Le dévouement au roi et à nos institutions, le zèle pour la justice, l'accomplissement de tous les devoirs, la moralité, l'instruction, le talent l'ancienneté des services, tels sont les véritables titres à l'avancement, les seuls dont je doive, et dont je veux tenir compte. Les magistrats n'ont point à craindre que ces titres puissent être ignorés ou méconnus par moi. Il est du devoir des chefs des cours royales de me les signaler, non seulement dans les présentations qu'ils ont à me transmettre, aussitôt qu'il existe une vacance, mais toutes les fois que l'occasion s'offre à eux de me fournir des renseignements utiles sur le personnel de leur ressort. Il est tenu note exacte, à la chancellerie, de leur témoignage. Les sollicitations personnelles des magistrats ne sauraient y rien ajouter: elles seraient, au contraire, l'indice fâcheux d'un manque de confiance dans la valeur de leur titre ou dans l'impartialité de leur chef. S'ils ont des explications à me donner, ils doivent les adresser par écrit: elles seront alors soumises à l'attention bienveillante de prime-abord elle s'établira et ne peut manquer d'intéresser les membres de l'ordre judiciaire. Je prie bien d'accuser réception de cette circulaire, et de veiller à son exécution.

## L'INSULAIRE FRANÇAIS.

La commission des fortifications a entendu le 9, outre M. le ministre de la guerre président du conseil, M. le ministre de l'intérieur: tous les deux ont déclaré qu'ils persistaient dans la résolution qu'ils avaient adoptée relativement à la désignation et à l'emplacement des forts détachés et dans la fixation du chiffre de la somme affectée à ces travaux. La commission alors pour se concilier l'appui du cabinet a décidé qu'elle adopterait purement et simplement le projet primitif.

## ARRÊTÉ.

Le recteur de l'Académie de la Corse, chevalier de la légion d'honneur;

Vu le règlement du 14 juillet 1840, concernant les examens du baccalauréat-ès-lettres;

Vu l'arrêté du conseil royal en date du 11 décembre 1840;

Vu la lettre de M. le ministre de l'instruction publique en date du 18 du même mois;

## ARRÊTÉ:

Art. 1<sup>er</sup> Le règlement du 14 juillet 1840, concernant les examens du baccalauréat-ès-lettres est mis à exécution à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841.

Art. 2<sup>e</sup> Une quatrième session d'examen correspondant à celle qui a lieu du 1<sup>er</sup> au 15 janvier dans l'Académie de Paris, est instituée dans l'Académie de la Corse, et aura lieu, pour cette année seulement, du 1<sup>er</sup> au 15 février.

Art. 3<sup>e</sup> M. l'inspecteur de l'Académie, président de la commission des lettres établie à Ajaccio, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ajaccio, le 9 janvier 1841.

Signé: C. HUART.

## AVIS IMPORTANT.

Pour être admis à subir l'examen du Baccalauréat-ès-lettres, il faut être âgé au moins de seize ans. L'aspirant justifiera qu'il a fait une année de rhétorique et une année de philosophie, soit dans un Collège, soit dans une école ou ce double enseignement aura été formellement autorisé.

Sont exceptés de cette règle générale et pourront être admis à l'examen du Baccalauréat-ès-lettres, ceux qui auront été élevés dans la maison de leur père, oncle ou frère.

Tout certificat d'études délivré par le chef d'un établissement public d'instruction secondaire de plein exercice, pour servir à l'obtention du Baccalauréat-ès-lettres, devra être précédé, sur la même feuille, de la demande du dit certificat, écrite en entier, par le candidat et signée de ses noms et prénoms.

Tout certificat d'études domestiques délivré pour le même objet, par le père, oncle, frère ou tuteur d'un candidat, conformément à l'article 2 de l'ordonnance du 27 octobre 1821, sera également précédé d'une délibération du candidat, écrite en entier par lui, signée de ses nom et prénoms, et indiquant l'objet du certificat. Le tout sera visé et légalisé, quant à l'authenticité des signatures, par le maire de la commune où résident les parents du candidat.

En vertu de l'arrêté de M. le recteur de l'Académie de la Corse qui fixe, au 1<sup>er</sup> février prochain, l'ouverture des sessions de la commission des lettres établies à Ajaccio, les diverses pièces exigées des candidats, pour l'admission aux examens, devront être adressées à l'Académie, dans le courant de janvier.

Le Recteur de l'Académie,

Signé: C. HUART.

Pour copie conforme

Le Proviseur-Administrateur du Collège de Bastia, A. UBERTI.

Nous appelons l'attention de MM. les maires sur l'ouvrage que viennent de publier MM. Moitié et Labrosse, lequel obtient le plus grand succès. (Voir aux annonces).

## VARIÉTÉS.

## AMOUR DE LA PATRIE.

## HISTORIQUE.

Les annales de la Corse fournissent de traits d'amour de la patrie; traits admirables qui ne demanderaient qu'à être réalisés sur les bords de l'Eurotas ou de l'Ilysus pour être immortalisés dans les annales du monde!

Saunders ont inspiré cet amour à ses compatriotes; Gualfieri, Ceccaldi et Galfuri, ces grands capitaines, en grossirent le germe, et Pauli, l'illustre général, en étendit encore la sublime influence: Pauli et Patrie, c'était une même pensée. De son temps on s'appliquait à insinuer l'amour de la patrie dans le cœur des enfants; dans les écoles on le préconisait comme première base de la morale; on le prêchait en chaire; c'était le foyer de génie où les Poètes et les Orateurs puisaient leurs plus belles inspirations; dans les assemblées publiques, comme au milieu des cercles de famille, il dominait avec éclat, à cette époque si glorieuse pour la Corse, les femmes elles-mêmes étaient tellement pénétrées de ce noble sentiment, que c'était pour elles un triomphe d'accompagner au champ d'honneur les plus chers objets de leur prédilection; on les voyait transporter les vivres et les bagages; intrépides Amazones, elles présentaient, sans pâlir, le front à l'ennemi, mêlaient leurs efforts héroïques à ceux de leurs enfants dans la défense de la propriété, encourageaient partout la jeunesse à mourir glorieusement pour la patrie.

Pauli présidait à Sollacaro le tribunal appelé *Sindicato*, spécialement consacré à juger de la conduite des magistrats. Un jour qu'il avait donné ordre de refuser toute introduction près de lui, on vit pénétrer dans l'antichambre de son appartement une femme de 20 ans à peine, armée selon l'usage du pays. On remarquait, dans les yeux de cette femme, comme un rayon de cette liberté qui électrise si énergiquement ces campagnards corses aux traits vifs et au maintien hardi. Veuve, elle portait une robe noire; un ruban, noir aussi, garni de l'exergue national, entourait simplement son cou, et les *faldette*, espèce de voile, lui couvraient la tête et les épaules.

— Le général Pauli? dit-elle à la sentinelle. — Vous ne pouvez pas le voir aujourd'hui, lui répond celle-ci fidèle à la consigne. — Comment... je veux entrer... il est toujours visible pour les véritables enfants de la patrie; ce n'est pas pour moi qu'il a fermé ses portes. — Pour vous et pour tous, *Fittolo* ou Genoio, fut le même un enfant de la patrie.

La *Rennova* élève la voix; la sentinelle l'élève plus encore; le bruit parvient aux oreilles de Pauli.

Dans ses premiers transports d'impatience Pauli était d'un caractère vif, impétueux; il fronçait profondément les sourcils et prenait une expression de sévérité qui jetait la terreur dans l'esprit de tous ceux qui l'environnaient. Lavater l'eût alors jugé cruel et pris pour un tyran. Tel n'était certes pas le grand défenseur de la liberté Corse.

A ce bruit, le général ouvre rapidement la porte, en disant: « quel est donc l'audacieux qui veut entrer de force? » La veuve alors d'un ton calme, mais forcément retenu: « ah! c'est vous, monsieur, c'est vous le général Pauli? ne croyant



pas faire une démarche déplacée, j'avais pris la résolution de venir vous dire un mot. — Eh bien! parlez, le temps me presse. — J'étais mère de deux enfants; l'un est mort naguères pour la Patrie sous la tour de *Girolata*; voici l'autre que je vous présente pour succéder à son frère. Reste donc ici, toi, prêt à obéir aux ordres de la Patrie; rappelle-toi que tu es à elle avant d'être à moi. Général, adieu.

Elle part, laissant Paolo confus et étonné.... — Madame, madame, veuillez revenir; j'étais tellement préoccupé que je ne vous reconnais- sais pas.

Aussitôt il la prend par la main, lui parle d'une voix douce et accueillante, l'introduit dans son salon, la fait asseoir près de lui; élève son patriotisme, la présente aux magistrats et officiers qui se trouvaient là, embrasse le jeune homme qui lui place au nombre de ses gardes et après lui avoir fait partager son repas, il l'accompagne en la comblant de politesses et de manières affectueuses.

Paolo racontait souvent lui-même ce fait et il avait que dans aucune circonstance il n'avait éprouvé une pareille confusion. Il me semblait, ajoutait-il tout ingénument, être anéanti en présence de cette héroïne.

## MAGNANIMITÉ.

## HISTORIQUE.

Autant sont cruels et horribles les effets de l'esprit de vengeance, autant sont douces et admirables les actions commandées par une générosité magnanime. On peut en trouver une preuve dans le simple fait qu'on va lire.

Le ressentiment d'une ancienne inimitié n'était pas encore éteint entre les familles Vincenti et Grimaldi de Monte d'Olmo. Un jour de fête, au moment où l'on célébrait les offices divins dans la paroisse de ce village, plusieurs habitants se tenaient sur la place de l'église pour vider entre eux ce différend : si le clergé devait, ou non, pardonner, pour la procession, l'habit de la confrérie. Orso Paolo Vincenti, se fondant sur l'usage constamment pratiqué, combattait en faveur de la négative; les Grimaldi, s'appuyant sur des autorités non moins imposantes, soutenaient l'opinion contraire.

Les débats s'animent. Vincenti, quoique seul de sa famille, repousse avec une virulente acreté l'avis de ses antagonistes. Aux paroles succèdent les injures, et bientôt les voies de fait. Orso Paolo, durement traité, décharge, pour se défendre, son pistolet contre les agresseurs, et l'un d'eux, le fils aîné de Ruggero Grimaldi, en est atteint et grièvement blessé.

La fureur s'empare des adversaires. Vincenti est forcé de fuir. Il est sur le point d'être saisi... on se presse sur ses pas... comment échapper?... la maison de son ennemi est là, c'est le seul refuge qui lui reste... quel refuge!... il s'y précipite et se tient sur la défensive.

Les Grimaldi croient vengeance; ils veulent exterminer Vincenti, mais comment l'approcher?... Une inspiration soudaine leur suggère un expédient atroce : « feu à la maison », s'écrient-ils. Mais une réflexion les arrête : l'autre fils de Ruggero âgé de 7 à 8 ans, seul dans la maison, était plongé dans le sommeil. Perplexité affreuse pour ces esprits exaltés, au moment surtout où des femmes gémissantes et en pleurs apportent le jeune homme souffrant et près de succomber à sa blessure! mais si une considération a suspendu l'exécution d'un noir projet, la douleur de ce triste spectacle anime Ruggero; son exaspération est au comble; il veut que la vengeance éclate et

avec elle son indomptable acharnement. Sourd à la voix la plus attendrissante de la nature, aveugle dans sa colère, il court pour incendier lui-même sa maison. La prière d'une mère désolée ne peut l'en détourner; envain ces mots retentissent à son oreille : « arrête cher époux, arrête! tu veux donc toi-même consumer notre malheur en détruisant l'objet de nos meilleures espérances! ne de nos enfants est mourant, l'autre, encore tout jeune, tu veux le sacrifier à ta fureur! mon Dieu, quel appui nous restera-t-il dans notre vieillesse? qui nous défendra contre les insultes de nos oppresseurs? » L'univers peut crouter, crie Ruggero; mort à Vincenti! Tant est terrible chez l'homme la véhémence des passions!

Le feu fait des progrès rapides. Déjà Vincenti court ça et là pour prolonger encore quelques moments sa vie. Tout à coup les plaintes d'un enfant le frappent; il accourt et il voit, ô surprise! le jeune Grimaldi qui venait de s'éveiller. L'idée de la cruauté d'un père barbare le révolte et l'indigne, il veut tuer le fils de son ennemi... mais un cri l'arrête... un cri d'humanité qui perce son cœur!... Il s'élance vers l'enfant qui lui tendait ses petites mains suppliantes, le prend dans ses bras, le serre tendrement et cherche à le rassurer par de douces caresses : « ne crains rien, innocente créature; je suis ici pour te sauver ou du moins pour être ton père dans ta dernière heure. »

Alimenté par la violence des vents, l'incendie devient plus fort, plus impétueux, plus horrible. Déjà on ne distingue plus l'édifice qu'au milieu de tourbillons fangeux qui tour à tour s'élèvent et s'engouffrent. Dans leur affreux ravage les flammes dévoratrices forment un abîme de destruction. Plus d'espoir pour Vincenti!... tout croule avec fracas sous la lave du nouveau volcan, tout est image de ruine et de mort!...

Ruggero est satisfait. Il se retire chez un de ses parents où son fils blessé venait d'être transporté. Là des scènes touchantes reviennent enfin ses sentiments paternels. Le danger d'un fils, le désespoir d'une mère ne contribuent pas peu à le rappeler à ce calme et à ce sang-froid qui succèdent d'ordinaire à l'assourissement d'un courroux aveugle. Le repentir et le remords pèsent sur lui et devant ces deux juges inflexibles, de la conscience qui l'accablent et le terrassent, il veut se donner la mort. Heureusement des amis sont là pour empêcher le coup fatal.

A la nouvelle de ce fait, les parents de Vincenti accourent en foule à Monte d'Olmo pour se venger d'une pareille atrocité. Les Grimaldi se joignent de leur côté, à l'infortuné père pour arrêter la fougue et l'irritation de leurs ennemis. Tout-à-coup la place retentit du nom de Vincenti. L'épouse de Ruggero est la fois saisie de trouble et de joie; elle accourt aux acclamations : « Ciel! Paolo et mon fils, s'écrie-t-elle! » et elle tombe évanouie. Encore tout couvert de sang, Vincenti apporté à Ruggero, au milieu des transports et des applaudissements d'une foule joyeuse, l'enfant qu'il venait de soustraire aux flammes.

La femme de Grimaldi reprend ses sens et se jette dans les bras de Vincenti, qu'elle ne cesse d'appeler le sauveur de son fils. Ruggero confus et tremblant, ne sait plus comment s'humilier devant son ennemi pour implorer sa grâce : ce lui-ci lui tend la main, ils s'embrassent et une amitié éternelle est réciproquement jurée.

Le jeune homme blessé, entouré de soins vigilants, guérit bientôt; toute haine cessa entre les deux familles et le généreux Orso-Paolo eut la satisfaction de reconcilier à tout jamais les deux partis et de rendre dès lors la tranquillité aux communes de Casteldaccia.

C'est ainsi qu'une action héroïque devient une source féconde et intarissable de biens pour ceux qui en sont l'objet et souvent pour des populations tout entières.

BENECCI. — A. FILIPPI (de Bastia).

Le Gérant N. TARTAROLI.

LIBRAIRIE DE FABIANI FRÈRES.

## LA MAIRIE PRATIQUE,

A L'USAGE

DE MM. LES MAIRES,

Adjoints, Conseillers municipaux, Membres des commissions administratives, des établissements de charité, Conseillers des fabriques, Membres des conseils d'administration des établissements ecclésiastiques, Electeurs, Instituteurs, Gardes nationaux, Recenseurs municipaux, etc.

PAR

MM. MOITTE, ANCIEN VIVANDE, ET LABROSSE, CHEF DU BUREAU A LA PRÉFECTURE D'ALLIER,

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DE M. ED. MÉCHIN,

Préfet du Département de l'Allier.

Prix : 7 fr. 50 c.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 1<sup>er</sup> au 16 Janvier 1841.

## ARRIVÉES.

Livourne, mistick l'Assomption St-Joseph, cap. Belgodere, diverses marchandises.  
Livourne, bateau à vapeur le Var, c. Bugliani, diverses marchandises.  
Toulon, bateau à vapeur le Var, c. Valzi, dépê.  
Porto Torre, gondole Ste-Croix, c. Casella, fge.  
Toulon, bat. à vap. le Liamone, c. Valzi, dépê.  
Id. bat. à vap. le Liamone, c. Valzi, dépê.  
Porto-Torre, gondole V<sup>e</sup> des Carmes, c. Susini, f.  
Bonifacio, gondole le Phénix, c. Guasco, cécree.  
Masciagnoli, gondole St-Siméon, c. Filippi, vin.  
Id. gondole la Conception, c. Damiani, v.  
Id. gondole St-Pierre, c. Dominici, vin.  
Marseille, barque V<sup>e</sup> des Carmes, c. Nicolai, div.  
Id. brick-golette la Conception, c. Raffucci, diverses marchandises.  
Cette, bouf l'Assomption, c. Bertoldi, vin.  
St-Pellegrino, felugue Montenero, c. Guasco, v.  
Cagnano, gondole l'Assomption, c. P. Gregori v.  
Aleria, gondole St-Joseph, cap. Lota, blé.  
Toulon, brick St-Jean, c. Cambiaggi, best.  
Ajaccio, gondole St-J-B<sup>e</sup>, c. Lambroschini, blé.  
Cagliari, bateau à vapeur de l'Etat le Papin, c. M. de Lestangs, lieutenant de vaisseau.

## DÉPARTS.

Naples, balancelle St-Henri, c. Matteredesi.  
Fiumorbo, bouf le Printemps, c. Cardella.  
Toulon, bateau à vapeur le Var, cap. Valzi.  
Livourne, golette le Phénix, cap. Guasco.  
Toulon, bateau à vapeur le Liamone, c. Valzi.  
Livourne, golette la Rubie, c. Collari.  
Id. brick St-Jean, c. Cambiaggi.  
Id. chebeck la Conception, cap. Berti.  
Id. bat. à vap. St-J, cap. Bugliani.

BASTIA. — Imprimerie DE FABIANI.

SAMEDI 25 JANVIER 1841.

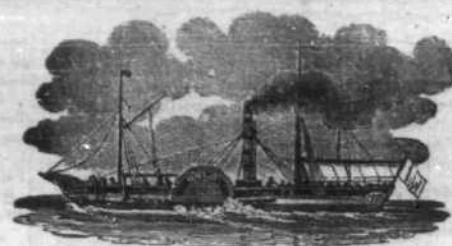
ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'AUGUSTE DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N<sup>o</sup> 3, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.

Ce Journal paraît tous les Samedis.



HUITIEME ANNEE, N<sup>o</sup> 4.

PRIX D'ABONNEMENT

POUR LA CORSE.

POUR UN AN . . . . . 16 fr.  
POUR SIX MOIS . . . . . 8  
POUR TROIS MOIS . . . . . 4  
POUR LE CONTINENT . . . . . 20  
POUR L'ÉTRANGER . . . . . 24

Prix d'insertion, 40 c. la ligne.

## L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## BASTIA.

## DU TRAVAIL DES ENFANTS

DANS LES MANUFACTURES.

De toutes les questions qui se rattachent au bien-être et à la moralisation des classes laborieuses, aucune peut-être n'est plus grave dans son objet, mais aussi plus difficileuse dans ses moyens d'application que la réforme que l'on veut introduire dans l'emploi des enfants au travail des fabriques. Il s'agit, en effet, de régler en droit et de modifier une autorité qui se sont jusqu'ici exercés sans limites; il s'agit de concilier les besoins de l'industrie, l'intérêt des familles, avec d'autres besoins, d'autres intérêts non moins respectables, ceux d'une génération qui se doit plus supporter un travail au-dessus de ses forces, des privations sans nombre, quelques-uns même les châtements les plus abusifs.

Soumise à l'examen des chambres durant la dernière session, puis renvoyée devant les assemblées du commerce et les conseils généraux, la loi sur l'application des enfants aux travaux des manufactures vient de subir à la chambre des députés une discussion approfondie. De cette discussion est résulté un projet qui laisse encore beaucoup à désirer, sans doute, mais qui n'en est pas moins la réalisation de l'une des idées les plus utiles, de l'une des promesses les plus libérales du gouvernement actuel.

Nous ignorons si la chambre des pairs apportera de nombreux changements aux dispositions créées par la chambre élective. Peut-être, afin d'éviter de nouveaux retards et pour que le pays ait plus vite en possession d'une loi dont les effets peuvent ne pas répondre complètement à l'idée que l'on s'en est faite, peut-être la chambre des pairs n'apportera-t-elle aucune modification au projet qui, dans ce cas, serait mis sous peu de mois à exécution.

Si cela est, il importe de prendre, dès à présent, des mesures sans lesquelles la nouvelle loi rencontrerait des obstacles sans nombre pour être même d'insurmontables difficultés. Ce n'est pas tout d'abord l'âge d'admission des enfants duré et le genre du travail auquel ils seront astreints, il faut organiser encore des règlements particuliers, suivant l'état des industries, la densité des populations, le besoin des circonstances. Il faut dans l'intérêt même de la loi, que de prime-abord elle s'établisse parmi les popula-

tions dont elle blessera les susceptibilités et changera les habitudes. Il faut enfin, à côté de chaque disposition, le moyen de contrainte et s'il en est besoin de répression efficace. En d'autres termes, il est indispensable de créer pour chaque localité manufacturière, un comité de surveillance et un inspecteur dans les attributions duquel pourraient se trouver trois ou quatre départements. Tout est là, le succès de la loi ou son incurie, l'amélioration de la jeunesse industrielle ou la perpétuité des abus qui la dévorent aujourd'hui.

Les comités locaux pourraient être formés, dans les grandes villes, par des membres des conseils de prud'hommes ou des chambres de manufacture, auxquels s'ajouteraient un certain nombre de chefs ouvriers ou de contre-maitres. Dans les petites villes et dans les fabriques rurales, il faudrait recourir aux conseillers municipaux et placer, autant que possible, la présidence entre les mains du juge de paix ou du maire du chef-lieu du canton. Les visites seraient faites hebdomadairement et à tour de rôle, et la constatation des délits adressés à l'autorité supérieure qui demeurerait chargée de leur répression.

Quant aux inspecteurs des manufactures leur mission se bornerait à visiter, une ou deux fois chaque année, les ateliers, fabriques et manufactures compris dans leur circonscription. Ils rempliraient à cet égard des fonctions tellement analogues à celles des inspecteurs primaires qu'il a été un moment question de confier à ceux-ci les attributions portées sur la nouvelle loi.

Fort heureusement la chambre n'a pas donné suite à cette idée qui aurait eu le double inconvénient de rendre encore plus pénible et plus infructueuse la mission des inspecteurs primaires sans qu'il en fût résulté le moindre avantage pour les établissements industriels. De plus l'analogie qu'on a trouvée entre les deux genres d'inspection est assez contestable : autre chose est visiter une école et visiter une fabrique; examiner si des enfants reçoivent une éducation convenable ou bien s'ils ne sont pas soumis à un travail trop violent, à une claustration trop assidue. L'inspecteur primaire a besoin d'écouter fort différemment il doit porter son attention sur de tout autres objets que l'inspecteur industriel; laissez agir chacun dans sa sphère, il en résultera un bien immense, réunissez dans un même fonctionnaire les deux attributions, vous n'aurez qu'une tâche mal remplie et votre but sera manqué.

Il faut donc, et la chambre des députés l'a sa-

gement compris, il faut créer un corps d'inspecteurs spéciaux pour l'inspection des ateliers et des manufactures c'est l'unique moyen de réaliser le bien que promet la loi proposée par le gouvernement si l'on craint une dépense trop élevée pour cette institution nouvelle qui empêche d'entendre à d'autres établissements le cercle de la surveillance de ces inspecteurs? Pourquoi par exemple, ne ferait-on pas entrer dans leurs attributions la visite des prisons, des hospices, des maisons de bienfaisance? Que l'on veuille bien seulement se rendre compte de l'état de la plupart de nos maisons de détention, visitées tous les deux ou trois ans par un inspecteur qui séjourne à peine quelques heures dans chaque chef lieu, que l'on veuille bien songer à l'extension que pourraient prendre, si elles étaient dirigées avec un zèle plus intelligent, les sociétés de secours mutuels, les caisses d'épargne, les associations contre la mendicité, la débauche et l'ivresse, et l'on se fera une idée des résultats précieux qui produiront certainement les inspecteurs dont l'organisation est confiée au gouvernement.

Une ordonnance du Roi, rendue sur le rapport de M. le maréchal, président du conseil, ministre de la guerre dispose :

Art. 1<sup>er</sup>. Les tableaux de recensement de la classe de 1840 seront ouverts à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1841, et publiés, ainsi que l'exige l'article 8 de la loi du 21 mars 1832, les dimanches 7 et 14 février prochain. L'examen de ces tableaux et le tirage au sort prescrits par l'article 10 de la même loi, commenceront le 20 mars suivant.

Art. 2. Immédiatement après le tirage de chaque canton, le sous-préfet enverra au préfet du département une expédition authentique de la liste du tirage, ainsi que du procès-verbal qui aura été dressé en exécution de l'article 12 de la loi précitée du 21 mars 1832.

Art. 3. Au moyen des documents mentionnés dans l'article précédent, le préfet formera un état indiquant, par canton, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage de la classe. Cet état devra être adressé à notre ministre secrétaire d'Etat de la guerre, le 22 avril prochain au plus tard. Si, par suite des circonstances extraordinaires, le nombre des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage n'a pas pu être connu à cette époque pour tous les cantons, ce nombre sera remplacé, pour les cantons en retard, par la moyenne des jeunes gens inscrits sur les listes du tirage



des dix classes précédentes, et le préfet indiquera cette moyenne sur l'état prescrit ci-dessus.

Art. 4. Les autres opérations relatives à l'appel de la classe de 1840, seront réglées ultérieurement par une ordonnance royale, après la promulgation de la loi annuelle du contingent.

Par arrêté de M. le conseiller d'Etat directeur général de l'enregistrement et des domaines, en date du 1<sup>er</sup> et du 21 décembre dernier, ont été nommés :

Receveur au bureau d'Evry, M. Deshaies, surnuméraire à Lyon, en remplacement de M. Zigliara, nommé receveur à Villeneuve, département de l'Aveyron ;

Receveur au bureau de Petreuil, M. Quilichini, surnuméraire à Ajaccio, en remplacement de M. Fauchaux, appelé au bureau de Lurey, département de la Nièvre ;

Receveur au nouveau bureau de Belgodère, M. Degrand, surnuméraire à Narbonne.

Par arrêté de M. le conseiller d'Etat, directeur de l'administration des postes, M<sup>me</sup> de Cardy a été nommée directrice des postes à Rogliano, en remplacement de son mari appelé sous les drapeaux.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

La chambre, dans sa séance du 6, reprend la discussion du projet de loi relatif aux ventes judiciaires, qui a pour but de modifier les titres xii et xiii du liv. v. de la première partie du Code de procédure civile.

Elle adopte divers articles que nous ferons connaître plus tard dans leur ensemble.

Par suite de la réélection à laquelle vient d'être soumis M. le général Laidet, il y a lieu à la nomination d'un questeur. La séance du 7 s'est ouverte par le scrutin pour cette nomination. Votants, 335. M. Laidet a obtenu 177 suffrages ; M. de l'Espée, 154 ; M. Estancelin, 2. M. le général Laidet, ayant obtenu la majorité absolue, est proclamé questeur de la chambre.

On reprend la discussion du projet de loi sur les ventes judiciaires.

Dans la séance du 8 janvier, la chambre a continué la discussion du projet de loi relatif aux ventes judiciaires. Un amendement de M. Vivien ayant donné lieu à deux épreuves douteuses, il a fallu procéder à un scrutin secret ; mais le scrutin s'est trouvé nul, la chambre n'étant pas en nombre.

Séance du 9 janvier.

Rapport de pétitions :

L'abbé de Lestang, à Paris, appelle l'attention de la chambre sur la position des ecclésiastiques inamovibles, et il demande en leur faveur l'établissement d'un tribunal spécial. — Ordre du jour.

Le sieur Roy, à Montmartre, demande que les visites auxquelles les femmes sont soumises par autorité de justice puissent être faites hors la présence du juge et par une sage-femme. — Ordre du jour.

Le sieur Didier demande que les hautes études soient rendues plus coûteuses ; qu'une censure très sévère soit établie pour la presse et les théâtres, et qu'on restreigne le droit électoral plutôt que de l'étendre. Sur les conclusions de la commission, la chambre prononce le renvoi de la 2<sup>e</sup> partie de la pétition à M. le ministre de l'intérieur et l'ordre du jour sur la 1<sup>re</sup> et la 3<sup>e</sup> partie.

La chambre adopte divers projets de loi d'intérêt local.

## DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Toulon, 11 janvier.

Le maréchal Fallois à M. le ministre de la guerre. La province d'Alger est parfaitement tranquille. Le mauvais temps a empêché de communiquer avec Medeah.

Un léger engagement a eu lieu à Mostaganem ; les Arabes ont été battus.

Le courrier de Constantinople n'est pas arrivé.

## Suisse.

Strasbourg, 14 janvier 1841.

Le préfet de Bas-Rhin à M. le ministre de l'intérieur.

Une lutte sanglante vient d'éclater en Argovie entre les catholiques et les protestants, sous prétexte de la révision de la constitution, qui a été rejetée par 16,000 voix contre 14,000.

Les deux factions se sont déjà heurtées sans succès décisifs ; en ce moment, elles en sont encore aux mains très probablement.

Bâle, 9 janvier 1841. — Nous avons reçu de fâcheuses nouvelles du canton de Soleure. Par suite de l'irritation des esprits, le gouvernement a été obligé d'adopter des mesures extraordinaires ; des troupes ont été mises en réquisition, des arrestations ont été opérées. Le gouvernement a quitté le local ordinaire de ses séances, et il est allé s'établir dans la cave ou dans l'arsenal, sous la protection des baïonnettes. En un mot, Soleure se trouve pour ainsi dire en état de siège.

Voici un fragment d'une lettre écrite du canton d'Argovie au journal de Genève, à la suite de la promulgation de la nouvelle constitution :

La nouvelle constitution accorde au gouvernement plus d'influence qu'il n'en a eu jusqu'à ce jour. Plusieurs articles lui donnent une force réelle pour le maintien de l'ordre. Je crois que le canton sera dorénavant plus tranquille ; on y respire plus librement ; l'air y est comme purifié ; un sentiment de bien-être pénètre tous les cœurs humains.

Or le lendemain, les deux partis opposés venaient aux mains, et une lutte sanglante s'engageait à propos de cette constitution qui donnait tant de gages pour la paix.

La Gazette de Bâle rapporte qu'un combat a eu lieu à Villemorgen (canton d'Argovie). Deux hommes ont été blessés. Les troupes, qui n'avaient pas assez de munitions, ont été obligées d'abord de se replier ; mais, l'artillerie s'étant avancée, la mitraille a fait fuir les habitants. Il y a, dit-on, peu de blessés. Un bataillon de Bâle-Campagne est entré le 12 au soir à Argovie ; des détachements fournis par Berne bivouaquent à Zolingen.

Le retard éprouvé par les courriers ne nous permet d'insérer que les nouvelles suivantes. Elles sont en date du 12 janvier, et nous les trouvons dans un supplément à la Gazette de Soleure.

Le 12, à 9 heures du matin, 101 coups de canon ont annoncé l'acceptation de la constitution. 6,289 voix ont voté pour, et 4,277 contre — majorité 2,012. Sur 15,500 électeurs dans le canton de Soleure, 5,134 se sont abstenus de voter. Au reste, Soleure paraît jouir jusqu'à présent d'une assez grande tranquillité.

On lit dans la Gazette Universelle Suisse, du 14, sous la rubrique de Zurich, que l'Argovie ayant réclamé le secours de la confédération, le conseil du gouvernement a résolu d'y envoyer le bourguemestre de Murselt et M. Solzer pour assurer aux Argoviens qu'on était tout disposé à leur prêter assistance, et que le conseil de guerre avait déjà donné l'ordre de faire marcher le 4<sup>e</sup> bataillon d'infanterie.

L'Observateur-Suisse, annonce sous la date de Berne, 14, que le 6<sup>e</sup> bataillon de Berne et la sixième compagnie de carabiniers sont entrés dans l'Argovie ; un autre détachement est arrivé de Bâle-Campagne. Le canton de Zurich a mis sur pied des forces respectables qui doivent se rendre au premier signal d'Argovie.

Le Messager-Suisse, contient les détails suivants sur la marche des derniers événements : « Le 11, dans la matinée, les troupes ont quitté Lembourg au bruit des plus vives acclamations. La colonne n'a rencontré aucune résistance jusqu'à Vielmorgen. Là, on sonna le tocsin et une fusillade s'engagea. Les insurgés occupent avec une division forte de 1800 hommes du district de Muri et de Bremgarten, Wohlen et St-Viemmergen. Les troupes sous les ordres du colonel Frei ont fait feu ; les chasseurs ayant commencé, l'artillerie a suivi. Le second tocsin a percé la toiture de l'église, le tocsin a sonné. Après une heure de combat les insurgés se sont dispersés. Le quartier-général restait à Villemorgen, un bataillon occupait Sarmenstorf et un autre Wohlen. »

## Egypte.

— On lit dans le Sémaphore du 16 janvier :

Malgré les bruits qui ont circulé dans notre ville après la distribution des lettres apportées par le paquebot d'Orient le Dante, qui s'accordent à regarder la question d'Orient comme terminée, nous ne trouvons que des motifs d'incertitude dans les renseignements que nous avons reçus.

On disait hier, sur la foi sans doute des journaux de Smyrne et de Malte, que le Sultan accordait à Méhémet-Ali l'investiture de l'Egypte, avec l'hérédité pour sa famille, et celle du pachalik d'Acre, moins la place, viagèrement ; mais nous n'avons aucune raison péremptoire d'ajouter une foi complète à cette bonne nouvelle. Nous désirerions qu'elle fût vraie, puisque le différend entre le Pacha et le Sultan étant fini, il résulterait de ce fait la rupture de la quadruple alliance et la fin de notre isolement ; mais nous ne voulons pas contribuer à répandre dans le public une confiance que nous ne partageons pas.

Nous ne croyons pas que l'affaire turco-égyptienne ne soit pas en voie d'arrangement, mais il nous est encore impossible d'ajouter foi à la nouvelle d'une solution aussi satisfaisante qu'inspérée par le Pacha d'Egypte.

Au demeurant, il n'y a de certain dans les renseignements arrivés de Constantinople que l'acceptation de la soumission de Méhémet-Ali par le Sultan. Pour le reste, c'est le secret de l'envoyé de la Porte, Hossien-Pacha, qui est parti pour Alexandrie avec mission de négocier l'arrangement définitif.

Alexandrie, 26 décembre. (Correspondance particulière du Sémaphore.)

SITUATION DE MÉHÉMET-ALI. — Cette situation est très fâcheuse en ce moment. Les nouvelles de Constantinople sont des plus sinistres. Nous avons lu le procès-verbal d'une entrevue entre lord Ponsomby et Rechid-Pacha après la réception de la convention Napier, de laquelle il résulte que l'ambassadeur anglais pousse la porte à l'ouverture des conditions que Méhémet-Ali ne puisse accepter. Voici les paroles que ce procès-verbal fait tenir à lord Ponsomby :

« Vous savez toutes les peines que nous avons eues pour arriver à conclure ce traité du 15 juillet : si maintenant vous nous tirez pas tous les cheveux, cap. »

avantages qu'il est susceptible de donner à la Porte, en mettant, Méhémet-Ali dans l'impossibilité complète de pouvoir jamais faire un rêve ambitieux, vous trahissez l'empire et les puissances. Il faut que Méhémet-Ali sache que l'administration civile de l'Egypte. L'administration et le commandement militaire doivent être le lot d'un autre Pacha révocable à volonté. Si l'on veut s'opposer à un tel arrangement, je vous le garantis prisonnier du Sultan un mois après que vous aurez donné l'ordre d'attaquer l'Egypte. »

Faut-il s'étonner que l'ambassadeur anglais à Constantinople a tenu un tel langage, que les armemens se continuent ici avec la même activité ?

Cependant Méhémet-Ali n'est point aussi faible que les anglais ont voulu le proclamer. Les nouvelles de la Syrie que nous vous avons données par le Liverpool, sont encore bien plus favorables à la cause des égyptiens que nous ne l'avons dit. M. de Ratti-Manton estime l'armée d'Ibrahim-Pacha à 70,000 hommes, dont 40,000 de troupes régulières. Nous pouvons garantir que ce chiffre est donné par notre représentant à Damas, et certes il est en position d'être bien informé. Ce n'est point avec toute la division qui accompagnait le généralisme égyptien, que le corps de trois à quatre mille hommes qui avait été envoyé contre lui a été mis en pleine déroute. Ibrahim-Pacha ayant été informé à minuit de l'approche des ennemis montait aussitôt à cheval avec un régiment de cavalerie légère, et quelques centaines de cavaliers irréguliers. Il marcha jusqu'au matin ; au point du jour il aperçut l'ennemi, qui essaya une défaite bien sanglante, car il ne fut pas possible d'obtenir que l'on fit des prisonniers, tant la rage des égyptiens était indomptable. Il est certain que du côté où sera foi le reste de la division vaincue, on n'osera pas venir attaquer les égyptiens. La position de son fils en Syrie est donc pour Méhémet-Ali un puissant moyen de résistance, s'il veut en profiter, ce qu'il n'hésitera pas à faire si l'on veut lui imposer des conditions trop dures.

Il est constant que la Turquie est hors d'état de pouvoir envoyer en Syrie une armée suffisante pour rétablir la tranquillité. Les principales villes seules ont des garnisons. Au Mont-Liban, les princes sont en guerre les uns contre les autres, et dans tous les lieux environnants les populations manifestent le plus vif repant de s'être livrées à l'anarchie pour se soustraire à la domination du vice-roi ; voilà ce qu'expriment unanimement toutes les nouvelles de la Syrie. D'autre part on nous a dit à l'oreille une nouvelle que nous hésitons presque à répéter, tout en mettant notre responsabilité à couvert. C'est que Ibrahim-Pacha aurait reçu un agent secret de la Russie, chargé de lui assurer, que s'il évacue tout de suite la Syrie, la déchéance de son père est certaine ainsi que la sienne. Toutefois au milieu de ces nouvelles si contradictoires, nous devons faire observer que Méhémet-Ali n'a jamais eu l'air moins inquiet, et que le commerce se prépare aux grandes affaires comme si l'Europe entière avait garanti à Son Altesse le gouvernement héréditaire de l'Egypte.

Ce qu'on attend ici avec le plus d'anxiété, c'est la réponse que fera l'amiral Stopford, à la lettre de S. A., annonçant l'impossibilité de faire parvenir à Ibrahim-Pacha, l'ordre d'évacuer la Syrie. Nous aurions bien voulu nous procurer une copie de cette lettre, mais jusqu'à ce soir, aucun journal ne la possédait.

La flotte turque a été réparée pendant son séjour ici. Il est constaté qu'elle était hors d'état d'entrer en ligne de combat, et que Méhémet-Ali, dans l'éventualité possible de s'en servir, a fait remettre les vaisseaux en parfait état. Tous les officiers de marine peuvent attester. Le Sultan sera donc bien loin d'avoir perdu en la laissant quelque temps en Egypte.

Alexandrie, 24 décembre.

Des nouvelles apportées par l'Hydra, contredisent en partie celles données officiellement par l'amiral Stopford, touchant l'état de la Syrie et la fuite d'Ibrahim-Pacha. Toutes les lettres s'accordent sur ce point, qu'Ibrahim occupe près de Damas une forte position, et qu'il est à la tête d'une armée diversement évaluée, mais unanimement reconnue considérable. Quelques-uns la portent à 70,000 hommes. Une division turque envoyée par le pacha d'Alep, pour obliger Ibrahim à la retraite, aurait été complètement défaite.

La Syrie est dans un état d'anarchie complète, sauf quelques grandes villes. Jérusalem était au pouvoir des hordes arabes qui y frappaient des contributions journalières.

Méhémet-Ali ne voulant assumer sur lui aucune responsabilité, s'en est pleinement remis à l'amiral Stopford, sur les mesures à prendre.

NOUVELLES DIVERSES.

— On lit dans le Messenger :

« M. le lieutenant de vaisseau Page est arrivé ce soir à Paris, porteur de la convention signée, le 21 octobre, entre M. de Mackau et M. Felipe Arana, ministre des affaires étrangères du gouverneur Rosas. Cette convention porte : 1<sup>re</sup> Reconnaissance des indemnités dues aux Français ; 2<sup>o</sup> levée du blocus et évacuation de l'île Martin Garcia ; 3<sup>o</sup> une amnistie aux proscrits argentins ; 4<sup>o</sup> confirmation de l'indépendance absolue de la république orientale de l'Uruguay ; 5<sup>o</sup> les Français seront traités à Buenos-Ayres comme la nation la plus favorisée. »

Le Times publie la correspondance suivante de Montevideo, 29 septembre 1840 :

Les nouvelles de Buenos-Ayres sont effrayantes. Rosas frappe à droite et à gauche pour fusiller et égarer. On ne sait où est Lavalle ; il a été obligé de rétrograder au Nord. Un édit de Rosas confisque tous les biens des unitaires pour indemniser les fédéraux, partisans de Rosas. Le directeur veut ruiner et détruire l'aristocratie actuelle et en créer une de son chef.

On nous écrit de Buenos-Ayres que l'aspect de la ville est affreux. Les charrettes pleines de supplicés remplissent les rues, toutes les maisons des unitaires ont été mises en pièces ; on bat leurs femmes, on leur rase la tête et on les tature ; ce sont les officiers qui donnent l'exemple de ces horreurs. L'amiral Mackau est arrivé à Buenos-Ayres, le 23, et a causé beaucoup d'émotion.

La manière dont Rosas se soutient est incompréhensible. Entouré d'ennemis par terre et par eau, sans argent, sans ressources, avec la moitié de la population contre lui, il est cependant obéi comme par magie. Il a organisé le pillage, ce qui est une de ses qualités, et c'est ainsi qu'il paie ses troupes.

On dit que l'affaire Darnès ne sera jugée par la cour des pairs qu'au commencement de février.

Un mandat d'arrêt avait été décerné par M. le chancelier de France, contre le nommé Charles Aimé Borel, prévenu de complicité dans l'attentat de Darnès. On lit dans le Journal de Francfort que l'ambassadeur de France vient d'obtenir du conseil d'état de Nenchatel l'extradition de Borel, qui s'était réfugié en Suisse. Il a été arrêté à Matilles, le 17 décembre, et remis le 20 aux autorités françaises.

M. de Lammenais s'est constitué prisonnier à Sainte-Pélagie, en exécution de l'arrêt de

la cour d'assises de la Seine qui l'a condamné à un an de prison et 2,000 fr. d'amende.

Le Times parle d'un bruit, suivant lequel il serait question d'ériger la Syrie et Candie en un Etat indépendant comme la Grèce. On dit que les rois de Naples et de Sardaigne négocient pour faire arriver à la souveraineté de ce nouveau royaume un prince de leur maison.

Un courrier, qui a quitté Constantinople le 20 décembre, a apporté, le 3 janvier, à M. le prince de Metternich la nouvelle de la révocation formelle, par la Porte, de la déchéance du vice-roi d'Egypte.

L'armée d'Abd-el-Kader compte, dit-on, plus de 5000 déserteurs parmi lesquels il ne se trouve pas plus de 50 français. Il n'est pas douteux que la plupart ne se hâtent de profiter de l'amnistie, car ils ne sont pas plutôt incorporés dans les troupes de l'Emir qu'ils se repentent amèrement de leur désertion. Ils désertent presque toujours avec armes et bagages, espérant ainsi être mieux reçus ; mais en arrivant dans l'intérieur, ils sont dépouillés de tout ce qu'ils ont, on leur rase la tête, on les force à embrasser l'islamisme, et ils sont toujours mis au premier rang dans toutes les affaires, en sorte qu'il en pécit considérablement.

Cependant M. Bugeaud ne voudrait pas que ces déserteurs fussent réintégrés dans les corps dont ils faisaient partie, ils formeraient une compagnie de discipline sur laquelle l'autorité militaire pourrait toujours exercer une surveillance active.

On lit dans la correspondance particulière d'un journal anglais :

On dit que M. Bugeaud a proposé au ministre de la guerre une mesure qui produirait sans doute l'effet le plus salutaire dans nos possessions du nord de l'Afrique. Il s'agirait d'accorder une amnistie à tous les individus non français qui ont déserté nos drapeaux et qui se sont rendus à l'armée d'Abd-el-Kader. Les français seraient exceptés de l'amnistie parce que leur désertion est plus odieuse que celle des Allemands et Espagnols qui faisaient partie de la légion étrangère.

On écrit de Coutances :

La cour d'assises de la Manche avait prononcé, le 30 juin dernier, la peine de mort contre le nommé Jean-Baptiste Desmarres, de la commune de Colomby, arrondissement de Valognes, déclaré coupable d'assassinat suivi de vol.

Une circonstance assez extraordinaire avait déterminé cette condamnation. La justice depuis plusieurs jours incertaine ne savait plus de quel côté tourner ses investigations, quand le bruit, venu on ne sait d'où, se répandit dans la contrée que la victime avait dû mourir ses assassins. Ce bruit servit d'indice aux magistrats qui firent arrêter tous les suspects dont ils firent l'examen, afin de constater s'ils ne portaient pas de traces de morsures. Desmarres, que la justice n'avait pas encore soupçonné et chez lequel elle semblait au contraire avoir établi son quartier-général, fut lui-même soumis à une visite, et bientôt l'on découvrit sur son bras des contusions que les médecins appelés à en faire l'examen crurent être les résultats d'une morsure. Le cadavre de la victime fut alors exhumé, la tête en fut enlevée, et les mâchoires furent appliquées sur les bras de Desmarres par les experts, qui affirmèrent que les dents coïncidaient parfaitement avec les points dont se composait la cicatrice. Cette terrible épreuve fut renouvelée devant le jury sans produire un résultat bien important, car les cicatrices avaient presque disparu ; mais les hommes de l'art qui l'avaient faite d'abord persistèrent



rent dans l'opinion qu'ils avaient émise lors de la première application.

Telle fut la circonstance vraiment extraordinaire, et peut-être inouïe jusqu'ici, qui déterminait la condamnation de Desmarres à la peine capitale. Son pourvoi et sa demande en grâce ayant été rejetés, Desmarres a reçu cette nouvelle sans manifester aucune émotion. Il n'a point fait l'aveu public de son crime, mais il a cessé de protester.

— Le Tribunal de Sainte-Menehould vient de décider que les affiches manuscrites sont, comme toutes les autres affiches, soumises à la nécessité du timbre.

— La Seine a dépassé le niveau qu'elle avait atteint avant les gelées. L'eau commence à gagner le Champ-de-Mars. Déjà depuis plusieurs jours la route qui se trouve entre la Gare et le pont de la Basse de Marne est interdite à la circulation.

— On nous assure dit l'Echo de la Frontière, qu'un malheur épouvantable vient d'arriver à Guise. Trente jeunes gens qui patinaient auraient disparu sous la glace et auraient péri. Nous ne rapportons ce bruit qu'avec beaucoup de réserve.

— Mardi à midi, sur la par le encore glacée du canal Saint-Martin, un homme, chaudement enveloppé dans un manteau fourré, prenait plaisir à jeter des grains sous les glaces, après lesquels couraient de jeunes enfants. La plupart de ces petits malheureux tombaient à l'eau en courant après la proie qui leur était offerte, et leur chute égayait l'inconnu, malgré les murmures et les observations des spectateurs, qui craignaient que ces baigns multipliés ne fussent nuisibles à la santé des enfants. « Bah! bah! dit l'étranger, c'est trop de sollicitude pour de pareils misérables, et leurs parents seraient trop heureux d'en être débarrassés; au surplus, l'eau n'est pas trop froide. — Vous croyez ça, bel homme, lui répliqua un charbonnier du faubourg, eh bien! tâchez-en à votre tour. » A ces mots, il poussa rudement le bel étranger, qui, dans l'eau jusqu'à la ceinture, put juger du calorique de l'eau à l'état de glace fondante.

(Droit.)  
— Aucun pectoral n'a encore obtenu du succès dans le traitement des maladies de poitrine, des rhumes, des toux, des catarrhes, des coqueluches, etc., comme le Sirop Pectoral et la Pâte Pectorale de Mou de veau au Lichen d'Islande, préparés par M. Paul Gage pharmacien à Paris. Ces préparations ne contiennent pas d'opium. — Le Sirop Pectoral et la Pâte Pectorale de Mou de veau au Lichen d'Islande, préparés par M. Paul Gage pharmacien à Paris, rue de Grenelle St-Germain 13, se vendent chez MM. Fabiani frères à Bastia; Viggiani négociant à Porto-Vecchio; Sanguinetti à l'île-Rousse; Pomont Prosper pharmacien à Bastia. Toutes les bouteilles de Sirop de Mou de veau qui ne seront pas bouchées avec de l'étain portant incrustée la signature de M. Paul Gage, doivent être rejetées comme contrefaites.

## RHUMES ET CATARRHES.

Suivant une déclaration authentique de M. Pariset membre du conseil supérieur de Santé, et secrétaire perpétuel de l'Académie royale de médecine de Paris, il a été constaté que la Pâte pectorale balsamique de REGNAULD AÎNÉ, ne contient point d'opium, et qu'elle a une supériorité manifeste sur les autres pectoraux pour la guérison des Rhumes et des Catarrhes pulmonaires. On trouve cette pâte dans toutes les villes de notre département.

VARIÉTÉS.  
L'OMBRE DE NAPOLEON  
AUX FRANÇAIS.

Salut, trois fois salut, terre à jamais chérie! Je suis donc sur ton sol, ô France, ô ma patrie! Exilé-mort, hélas! pendant près de vingt ans Il me semble aujourd'hui rentrer dans mon printemps Ah! oui je vais jouir d'une nouvelle vie Je vais ressusciter au milieu des Français. Non, ma carrière, non n'est pas encore finie Au bout de vos épreuves sont de nouveaux succès. Conservez mon chapeau, ma capote historique Faites-les présider à votre politique Et rappelez-vous bien qu'un peuple n'est heureux Qu'autant qu'il est uni, juste, mais courageux. Respectez tous les droits des étrangers vos frères; Mais ne permettez pas, à l'égal de vos pères, Qu'on touche à votre honneur, auquel il faut tenir Plus qu'à la vie même..... et ne jamais faiblir. Plus de haines, Français, non, plus d'acrimonies; Plus de divisions, de couleurs ennemies Et qu'aux jours de malheurs, si l'on doit les revoir, A tous ses ennemis, la France fasse voir Ce qu'elle peut avec les saints noms de patrie, D'honneur, de dignité, de liberté chérie. Ralliez-vous autour de votre digne roi Il vous aime, Français, de la meilleure foi Ses fils, soyez en sûrs, serviront bien la France, On les verra toujours courir à sa défense.

MANTÉ.

Décembre 1840.

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

## Spécifico-Punaies.

BREVET D'INVENTION, DE PERFECTIONNEMENT ET D'IMPORTATION.

Le sieur JUSTIN DIACON, demeurant au Puy (Haute-Loire) patente, prévient le public qu'il possède un spécifique infailible pour la destruction des Animaux et Vermes nuisibles dans les habitations, tels que Punaies, Rats, Souris,

Grillons, Cafards et Taupes; on peut l'employer sans aucun danger pour les autres Animaux domestiques qui n'essent jamais d'en goûter. Il est délivré un Prospectus indiquant de la manière de se servir des Flûtes et Paquets aux personnes qui en achètent.

Dépôt chez J. A. VALÉRY épiciers droguistes, rue Napoléon à Bastia.

PATE PECTORALE et SIROP PECTORAL  
de NAFÉ d'ARABIE

Contre les Rhumes, Catarrhes, Enrouements, coqueluches et les irritations de poitrine.

## RACAHOUT DES ARABES.

Aliments des convalescents, des Dames et des Enfants.

Chez M. GIRAULT pharmacien à Bastia.

Le SIROP PECTORAL  
et la PATE PECTORALE  
de MOU de VEAU  
au LICHEN d'Islande.

Préparés par MM. PAUL GAGE, pharmacien, rue de Grenelle St-Germain 13, à Paris, contre les RHUMES, TOUX, CATARRHES, COQUELUCHES et surtout contre la PHARYNGITE PULMONAIRE, se vendent chez MM. Fabiani frères à Bastia; Viggiani négociant à Porto-Vecchio; Sanguinetti à l'île-Rousse; Pomont Prosper pharmacien à Bastia.

SALICETI marchand tailleur à Bastia, a l'honneur de prévenir le public qu'il vient de recevoir de Paris un bel assortiment de nouveautés pour les bails, habits, pantalons et gilets brodés en or et en argent, à des prix modérés.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE DE CÉSAR FABIANI

Stabilimento Tipografico FONTANA in Torino.

Sono pubblicate due dispense della

GEOGRAFIA  
ICONOGRAFICA MODERNA UNIVERSALE  
CON QUADRI STORICI E LETTERARI DELLE PRINCIPALI NAZIONI

## DI CHAUCHARD E MUNTZ

corredata da circa 400 VIGNETTE intercalate nel testo e accomodata ad ogni classe di lettori considerevolmente ampliata

## DAG. HISTORICAL CARTA

Un volume di circa 1,000 PAGINE in-8° massimo, distribuzione in 60 dispense ciascuna di 16 pagine. — Prezzo di ogni dispensa 60 centesimi italiani

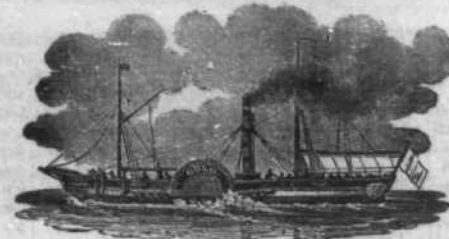
Si distribuirà pure a chi lo desidera un atlante di 24 carte incise in acciaio, rappresentanti 12 principali parti del globo e 12 delle primarie città del mondo. Nella Corsica, depositari centrali Fratelli Fabiani in Bastia.

ABONNÉ A BASTIA

CAU DU JOURNAL

PARIS

ATC pondance d'AUGUSTE  
DE VIE Place de la Bourse  
N° 5, soit les annonces pour l'Insulaire.



## L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## STIA.

Nous devons nous en féliciter de leur annoncer que celui de Bastia qui depuis plus de deux ans s'est chargé de la direction morale de l'Insulaire Français, a cessé de l'être et est demeuré complètement étranger à la rédaction depuis bientôt un mois. Nous ne sentiront comme nous, le vide que l'annulation laisse à remplir. L'annulation laisse à remplir, à la royauté, notre honorable ami, s'était consacré un dévouement sans réserve aux intérêts de son pays. La cause de l'île a si souvent défendue avec énergie, jamais dévié de la ligne constitutionnelle, loyauté politique lui avait tracé et qu'il conciliait l'estime et la considération d'un motif de plus, pour nous, de lui écri, ce faible témoignage de nos regrets.

Parmi les mesures à accélérer le mouvement progressif de Bastia, nous avons toujours considéré à la vapeur comme un des plus puissants agents qui doit nous mettre promptement en possession des avantages que le pays, sa situation géographique et sa situation dans son sein, n'est pas sans éprouver un sentiment d'ion bien prononcé que nous apprenons d'une nouvelle entreprise de deux à vapeur, que plusieurs négociants de Bastia viennent de réaliser.

raison de Valéry frères. Ces bateaux construits par M. Nantès sont destinés à faire ce régulier, deux fois par semaine, entre Bastia et Livourne et vice-versa. La confiance de cette entreprise, nous fait présager les heureux résultats. Les départs et les arrivées lieu deux fois par semaine et seront de manière qu'un voyageur qui de Bastia se rend en Italie, pourra s'embarquer le jeudi et partir pour Livourne le jour de son arrivée à Bastia. Il en sera de même de celui qui voudrait faire le voyage inverse, il trouvera une grande économie de temps, non seulement à cause de la traversée, mais encore par la modicité du prix des places. Le voyage de Bastia à Livourne par la Corse, deviendra à l'usage de promenade dont le relai sera vite. Ce service ne peut que nous procurer la grande affluence de

voyageurs, indépendamment de tous les autres avantages commerciaux qui s'y rattachent. Le port de Bastia comptera ainsi cinq bateaux à vapeur. C'est la meilleure et la plus pérenne réponse à donner à ceux qui seraient encore tentés de nier à la ville de Bastia, le mouvement ascendant qui lui donne une importance réelle dans l'île et trop longtemps méconnue par le système suivi jusqu'ici dans les travaux dont la bienveillance du Gouvernement a doté la Corse. En attendant nous n'avons qu'une misérable critique, de contenir la moitié seulement de ses armements.

Ce nouveau service sera mis à exécution dans les premiers jours de mars prochain.

Une ordonnance de M. le garde des sceaux en date du 24 octobre 1840, a nommé, pour présider les assises du 1<sup>er</sup> trimestre de 1841, dans le département de la Corse, M. Gavini, conseiller en la cour royale de Bastia.

MM. Juchereau de St-Denis et Cornisset Lamotte conseillers près la même cour, doivent assister en qualité d'assesseurs. Les assises s'ouvriront à Bastia les 1<sup>er</sup> mars prochain.

## LISTE DES JURÉS.

1. Peraldi, (Antoine-Olivier), propriétaire et maire, à Vico.
2. Peraldi, (Marc-Aurèle), notaire, à Olivese.
3. Vannucci, (Dominique), propr. à Bastia.
4. Orsatelli, (Eugène), propr. à Bastia.
5. Durazzo, (Etienne-Polcarpe), avocat à Bastia.
6. Giuliani, (Julien), propr. à Algajola.
7. Saliceti, (Thomas), propr. à Saliceto.
8. Patrimonio, (Joseph-Marie), pr. à Bastia.
9. Benucci, (Louis), drapier à Corte.
10. Patrimonio, (François-Marie), licencié en droit à Bastia.
11. Ortolli, (Antoine-Vincent), pr. à Sartène.
12. Raffalli, (François-André), capitaine en retraite à Piedicroce.
13. Massoni, (Jacques-Toussaint), propriétaire à Lento.
14. Saliceti, (Jean-Darius), notaire à Saliceto.
15. Gavini, (Pierre-Antoine-Olivier-Giocante), avocat à Bastia.
16. Pauli, (Paul-François), propr. à Fozzano.
17. Pietri, (Jean-Baptiste), de feu Michel, propriétaire à Sartène.
18. Pietri, (Ange-François), de feu Pierre, propriétaire à Sartène.

19. Rocaserra, (Filippino), propr. à Sartène.
20. Galeszi, (Marc-Angelo), propr. à Penta.
21. Emanueli, (Nicolas), propr. à Piazzole.
22. Giovalluchi, (Rutilio), pr. à Castellare.
23. Ristori, (Joseph), capitaine en retraite à Bastia.
24. Orenge, (Mathieu), propr. commerçant à Bastia.
25. Furiani, (Noël), docteur en chirurgie à Bastia.
26. Dami, (Etienne), propr. commerçant à Bastia.
27. Franciosi, (Dominique), pr. à Cervione.
28. Valentini, (François-Xavier), propriétaire à Pastoreccia.
29. Milanti, (Pierre), avocat à Bastia.
30. Palazzi, (Jean-Baptiste), officier de santé, fabricant de potasse à Corte.
31. Arrighi, (Jean-Anbroise-Henry-Mathieu), Louis), avocat à Corte.
32. Forcioli, (François-Marie), de Dominique, propriétaire à Ajaccio.
33. Pierangeli, (Vincent), docteur en médecine à Bastia.
34. Tomasi, (Antoine-Joseph), propriétaire à Sorbo et Ocagnano.
35. Susini, (Joseph), propriétaire à Olmo.
36. Alessandrini, (Luc-Octave), chef de bataillon en retraite à Oletta.

## Jurés Supplémentaires.

1. Fabiani, (César), imprimeur à Bastia.
2. Dané, (Antoine), propriétaire négociant à Bastia.
3. Figarelli, (Dominique Louis), avocat à Bastia.
4. Flach, (Louis-Marie), capitaine en retraite à Bastia.

Une ordonnance du Roi, en date du 20 janvier, relative aux sous-officiers, caporaux et brigadiers des corps de l'armée, ainsi qu'à ceux qui sont admis dans la gendarmerie, après une interruption de service, porte que les sous-officiers sus-mentionnés, qui ont été ou qui seront admis dans la gendarmerie, soit comme brigadiers, soit comme gendarmes seront considérés à l'avenir, pour la retraite, comme étant restés titulaires de leur ancien grade jusqu'à promotion à un grade supérieur dans la gendarmerie; Ils compteront, comme activité dans leur ancien grade, pour le bénéfice de l'art. 11 de la loi du 11 avril 1831, le temps de service pendant lequel ils en seront restés titulaires. D'autres disposi-



tiens contenues dans la même ordonnance régissent les conditions en vertu desquelles se perd le grade dont ces militaires sont pourvus.

Le projet de loi sur les travaux extraordinaires présenté par M. Humann dans sa séance du 18 de ce mois, vient d'être distribué à la chambre : il contient outre les exposés des motifs de MM. les ministres des travaux publics, de la guerre et de la marine, les états et les tableaux récapitulatifs présentant la répartition par année des crédits généraux demandés par ces trois ministères. Le ministère des travaux publics aura à dépenser 188 millions 269,000, dans l'année courante et 228,266,000 fr. dans l'année 1842 et les années suivantes. Sur ce dernier chiffre les allocations générales ont été réparties ainsi qu'il suit : 25,800,000 fr. pour les routes royales; 6,798,500 fr. pour les routes et les ports maritimes de la Corse; 200,000 fr. pour les ports; 35,476,592 pour les améliorations de rivières et le service des canaux; 36,703,918 pour l'amélioration des ports maritimes; 41,100,000 fr. pour les chemins de fer; enfin 83,200,000 fr. pour l'établissement de nouveaux canaux. Le ministre de la guerre aura en tout 234,000,000 fr. dont 92 millions pour les fortifications de Paris imputés sur le produit de l'emprunt; 75 millions destinés aux travaux de nos diverses places fortes; ils seront répartis entre les points pour lesquels il est réclamé de promptes dispositions défensives, et embrassent les places fortes de la frontière du Nord, celles qui sont situées entre la Meuse et la Moselle, entre la Moselle et le Rhin, celles des frontières du Rhin, du Jura, des Alpes, des Pyrénées, de l'Océan, de la Manche; plusieurs places fortes de l'intérieur et de la Corse; en tout 32 places fortes, 7 forts et 2 châteaux.

On lit dans le *Toulonnais* :

Le capitaine Valzi, commandant le paquebot le *Liamone*, de la correspondance de la Corse vient de rendre un service important au bâtiment de l'état le *Papin*.

Ce bâtiment en relâche forcé à Bastia par suite de la brisure de l'arbre de couche de sa machine, dut son heureux et prompt retour de ce port à Toulon à l'obligeance et au zèle éclairé dont M. le capitaine Valzi a fait preuve en donnant la remorque à ce bâtiment malgré une forte brise contraire jusqu'à l'entrée de la rade de Toulon.

M. Deletang, lieutenant de vaisseau, commandant le *Papin*, a témoigné au capitaine Valzi, par un certificat à lui remis, toute sa reconnaissance et payé un juste tribut d'éloge à son zèle et à son obligeance.

DE L'ÉTABLISSEMENT DES SALLES D'ASILE EN CORSE.

La Corse, sous le rapport de l'instruction publique, est en voie de progrès. Son école Pauli, ses trois collèges communaux dont un s'ouvrira incessamment comme collège royal, ses deux séminaires suffisent, du moins quant à présent, aux besoins de la nombreuse et intelligente jeunesse qui en suit avec empressement les cours scientifiques et littéraires.

L'école normale primaire du département, l'une des bonnes écoles de ce genre, a reçu cette année d'importantes améliorations. La durée de ses cours a été portée de deux années à trois, et, grâce à la munificence du gouvernement et à celle du conseil général, le nombre de ses boursiers a été augmenté de quatre. En sorte qu'à dater du mois de septembre prochain l'école normale fournira à la Corse un contingent annuel de huit instituteurs qui, nous l'espérons, ne laisseront rien à désirer sous le double

rapport de l'instruction et de l'éducation morale et religieuse.

Les écoles primaires supérieures communales de Morasaglia, Sollacaro et l'île-Rousse présentent déjà, depuis plusieurs années, les avantages qu'on avait droit d'attendre de cette institution qui comble, en partie, la lacune qui existait entre l'instruction des collèges et l'instruction primaire proprement dite. Dans quelques villes, plusieurs écoles privées du même degré se sont ouvertes avec des chances de succès.

Les frères des écoles chrétiennes continuent à répondre aux espérances des villes d'Ajaccio, de Bastia, de Bonifacio, de Calvi, de Corte et d'Isolaccio; leurs classes sont suivies par près de deux mille enfants.

En outre, presque toutes les communes sont aujourd'hui pourvues d'instituteurs, soit brevetés, soit autorisés provisoirement, et tout porte à croire que d'ici à peu d'années, si l'on adopte les mesures nécessaires pour améliorer le sort des instituteurs, les petits villages eux-mêmes n'auront rien, à cet égard, à envier aux grandes villes.

Pendant longtemps rien n'avait été fait pour l'instruction des filles; ce n'est que depuis quelques années que des écoles ont été établies par les religieuses de St-Joseph dans les villes d'Ajaccio et de Calvi. Ce bon exemple vient d'être suivi à Bastia, à Corte et à Sartène. Des sœurs de Marie ont été appelées à l'île-Rousse et à Olmeto. En même temps des écoles privées, des pensionnats convenablement dirigés ont reçu dans leur sein un grand nombre de jeunes personnes dont la bonne éducation doit avoir un jour une salutaire influence sur l'avenir de ce beau pays.

En un mot l'instruction publique prend en Corse un développement qui permet de la placer bientôt parmi les départements les mieux partagés sous ce rapport.

Mais il est une institution admirable dont le nom est à peine connu dans cette île. Nous voulons parler des salles d'asile ou écoles de la première enfance.

L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie ont depuis longtemps déjà un grand nombre d'excellentes salles d'asile. La France n'a commencé à en établir que depuis peu. Mais en France les bonnes idées vont vite et bientôt toutes nos villes posséderont plusieurs de ces établissements dont l'expérience a démontré l'inappréciable utilité.

Il faut avoir vu un asile bien dirigé pour se faire une idée exacte de tout le bien qui peut résulter de pareilles institutions. Il faut avoir vu ces petits enfants, garçons et filles, à peine sortis des mains de la nourrice, réunis dans des salles vastes, bien éclairées et si bien disposées pour les recevoir! Il faut les avoir vus à l'œuvre, pour comprendre jusqu'à quel point l'habitude de l'ordre, l'idée du devoir, la pensée religieuse peuvent pénétrer dans ces jeunes âmes et les métamorphoser en de petits êtres bons, avides d'apprendre et désireux de mériter et d'obtenir l'approbation des maîtresses qui les dirigent. La rien n'est oublié, l'étude marche avec l'éducation, mais tout s'y fait sans contrainte et sans fatigue. C'est en chantant de pieux cantiques que tous les mouvements s'exécutent et ces mouvements sont fréquents pour prévenir l'ennui et la gêne d'une même position longtemps gardée, et pour développer en même temps la force physique. Des lits sont dressés pour recevoir ceux qui s'endorment : des jeux, proportionnés à leur âge, sont préparés dans les cours : en un mot les salles renferment tout ce qui peut être bon et agréable à la première enfance. Aussi les enfants s'y rendent-ils tous avec plaisir et empressement. Grâce à ces maisons hospitalières, les parents

peuvent, dès le matin et pendant la journée, vaquer à leurs occupations sans avoir à s'inquiéter de leurs enfants, qui reçoivent dans l'asile des soins que la famille ne pourrait leur donner. Combien de fois n'a-t-on pas vu de pauvres petits malheureux enfermés pendant des jours entiers, ou abandonnés, pour ainsi dire, sur la voie publique, exposés à tous les dangers, au feu, au froid, à la faim, aux chutes, aux maladies de tout genre, parce que leurs parents, obligés d'aller travailler au-dehors, ne pouvaient les emmener avec eux, ni les confier à une garde qu'ils n'auraient pu payer. D'un autre côté, à combien de mauvaises habitudes, de pernicious exemples, d'actes grossiers, ces pauvres petits êtres ne seraient-ils pas soustraits, si un asile leur ouvre ses portes pour les recevoir et les élever. Non, encore une fois, si on n'en a pas vu, on ne peut se figurer tout le bien que doivent apporter à la société des établissements aussi précieux.

Or, la Corse n'a encore aucune de ces belles et fécondes institutions. Ne doit-elle donc pas, elle aussi, elle si riche d'avenir, participer aux améliorations puissantes de notre siècle? Restera-t-elle en arrière de ce mouvement progressif qui entraîne les nations même à leur insu? Non sans doute : nous connaissons trop bien l'excellent esprit des habitants de cette île pour ne pas compter sur le bon accueil qu'ils sauront faire à une pensée renfermant tout le bien que les générations naissantes le germe d'un état de civilisation inconnu à leurs ancêtres.

Mais pour ouvrir un asile à la première enfance; nous avons besoin de nous adresser à toutes les personnes capables d'en comprendre tous les avantages.

Le gouvernement, il est vrai, nous donnera quelques fonds : les conseils municipaux, nous n'en doutons pas, s'associeront à cette patriotique entreprise en nous fournissant des maisons appropriées à cette fin. Néanmoins ces ressources seront insuffisantes, si la bienfaisance et la charité ne viennent à notre aide.

Il existe dans la société un malaise qui frappe tous les yeux, préoccupe tous les esprits. Ce mal, ou ne le guérira pas en niant son existence. Aussi tout le monde reconnaît qu'il y a, comme on dit, quelque chose à faire pour adoucir le sort de la classe ouvrière et de la classe pauvre. Sans doute l'établissement des salles d'asile ne nous donnera pas l'entière solution de ce difficile problème. Mais cette première mesure n'en sera pas moins une amélioration réelle. Et qui sait d'ailleurs si, en reprenant ainsi la société par sa base, nous n'arriverons pas à des résultats dont les avantages dépasseront nos prévisions! Et bien donc, mettons-nous à l'œuvre! Faisons-nous les patrons, les instituteurs de ces jeunes enfants, que leur âge ne permet pas d'admettre à l'école primaire! Donnons ainsi à leurs parents le temps qui leur manque! Qu'ils puissent, grâce à nous, sans inquiétude et sans embarras, se livrer à leurs travaux journaliers, et déjà nous leur aurons rendu un immense service! Mettons-nous à l'œuvre! Au nom de Dieu et de la société, riches, mettons-nous à l'œuvre! Une obole pour nos petits enfants! Vous, qui vous occupez d'ordre social, de régénération politique, d'association humanitaire; vous tous, citoyens de tout rang qui aimez votre pays, oh! joignez-vous à nous! Mettons-nous à l'œuvre! Une obole pour nos petits enfants! Vous prêtres de cette religion sublime qui a une consolation pour toutes les douleurs, de cette religion qui a su créer tant d'hospices pour les malades, de retraites pour l'infortune, d'asiles pour le repentir, au nom de Dieu et de la société, oh! joignez-vous à nous! Met-

tons-nous à l'œuvre! Une obole pour nos petits enfants! Et vous surtout, nobles et douces compagnes de l'homme, vous que le ciel a placées sur la terre comme des anges de charité, vous destinées par la providence à vivifier par vos soins délicats, par votre ingénieuse tendresse ces pieux établissements dont vous êtes les patronnes nées, vous entendrez aussi la voix qui vous crie : Au nom de Dieu et de la société, mettons-nous à l'œuvre! Une obole pour nos petits enfants!

Cet appel, je le sais, sera entendu de tous. J'en ai pour garant ce qui, tout récemment, vient de se passer dans une réunion des membres du cercle littéraire d'Ajaccio.

Une souscription avait été ouverte pour faire l'éducation d'un jeune berger Corse doué de la plus belle imagination et qui promettait de donner un jour un grand poète à sa patrie. Malheureusement une mort prématurée est venue l'enlever aux espérances que son génie avait fait naître. Une somme de 320 francs était restée sans emploi. Sur la proposition d'un des commissaires de la souscription, il fut décidé que cette somme, ne pouvant plus recevoir sa première destination, serait consacrée à l'établissement d'une salle d'asile dans la ville d'Ajaccio. En même temps il fut proposé d'ouvrir immédiatement une nouvelle souscription dans le même but et à l'instant, avec un empressement des plus vifs, la souscription fut couverte de signatures pour une somme considérable. Nous publierons incessamment cette première liste de souscripteurs. Cet exemple sera suivi, nous en sommes certain, et grâce à la générosité de ses habitants la ville d'Ajaccio possédera bientôt une salle d'asile qui deviendra le modèle de celles qui, par une heureuse émulation, ne manqueront pas de s'établir dans toutes les villes de la Corse.

Le Recteur de l'académie de la Corse,

C. HUART.

Ajaccio, le 12 janvier 1841.

PROGRES DU BIEN-ÊTRE EN FRANCE.

La brochure intitulée *Bien-être et concordance des classes du Peuple Français* et qui vient d'être publiée par M. le baron Charles Dupin contient les faits les plus instructifs et les plus intéressants. Des recherches de l'auteur résulte que le nombre des cotes de propriétés foncières, accru d'environ 200 mille dans les onze premières années de la restauration s'est accru de 600 mille dans les neuf années suivantes : Ainsi chaque année un nombre toujours croissant de citoyens deviennent propriétaires fonciers; à ce point qu'aujourd'hui, dans la plupart des départements, il est rare de trouver une famille à la campagne qui ne possède aucun bien. En parallèle avec la multiplication des citoyens qui possèdent des propriétés foncières, nous citerons avec plaisir le nombre des chefs d'industrie et le progrès de ce nombre depuis le commencement du siècle. D'après les comptes officiels des finances, le nombre des chefs de famille, exerçant en chef une industrie spéciale, était : En 1802, égal à 791,500 individus patentés; — En 1817, 847,100. En 1840, 1,416,000. Si l'on évalue à 4 personnes chaque famille de chef d'industrie, on trouvera que la population industrielle qui travaille en chef et possède l'indépendance était : En 1802, de 3,166,000 individus; — en 1817, de 3,388,000; — en 1840 de 5,664,000. La classe des simples ouvriers devient chaque jour, en moindre proportion relativement au reste de la société, parce qu'elle passe avec rapidité dans la classe des propriétaires de biens, ou parmi les possesseurs des capitaux. Elle ne compte pas aujourd'hui

6,000,000 d'individus y compris les femmes et les enfants. Si pour ne laisser que la partie laborieuse, efficace, nous retirons de ce nombre les hommes étrangers à l'industrie, les impotents, les mendiants et les vagabonds; si nous ôtons les simples domestiques, si nous séparons du reste les ouvriers amis de l'économie qui se forment un capital avec l'excédant de leurs gains sur leurs besoins, nous serions surpris du petit nombre des hommes laborieux, qui, n'ayant rien reçu, ni rien à recevoir de leurs parents, ni rien épargné par eux-mêmes, vivent au jour le jour, étrangers à toute propriété. Aucun autre pays en Europe ne présente une aussi faible proportion d'individus dénués de toute profession; nous voyons là le bonheur de la France. En 1826, 8 ans après sa fondation, la caisse d'épargne de Paris ne comptait encore, sur 100 déposants, que 16 ouvriers. En 1830 elle en comptait 40; En 1826, 52; En 1840, 60. Au 1<sup>er</sup> janvier 1830, les classes économiques de la France avaient en dépôt moins de cinq millions et demi dans les caisses d'épargne. Au 1<sup>er</sup> janvier 1840, la seule population de Paris possédait en dépôt plus de 60,000,000 et le peuple des départements plus de 100. L'auteur constate en outre que depuis 4 mois, les coalitions ont fait retirer près de 13 millions de la caisse d'épargne de Paris; des ouvriers économistes et confiants y ont apporté, dans ce laps de temps 7 millions. En ce moment il se trouve en dépôt au trésor public. Pour le peuple de Paris 67,000 fr. pour le peuple des départements 121 millions.

## CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 11 janvier.

Suite de la discussion du projet relatif aux ventes judiciaires des biens immeubles. La délibération est reprise sur les articles 687, 688 et 689, qui fixent les limites de la consignation.

Le système de la commission est adopté. D'après ce système, la consignation ne doit pas être étendue aux créances inscrites seulement, mais encore aux créances des saisissants.

Les articles relatifs aux formalités qui devront précéder la saisie, aux effets de la saisie, aux effets de l'aliénation et à la consignation se trouvent adoptés.

La discussion s'engage sur les articles qui régissent les conditions de la vente, et tout d'abord sur les clauses du cahier des charges.

L'article 690 oblige le poursuivant à fixer la mise à prix dans les vingt jours de la transcription.

L'article 691 oblige le saisi à prendre connaissance du cahier des charges dans les huit jours, et à présenter dans ce délai ses dires et observations.

Ces deux articles sont adoptés.

Dans la séance du 12, la discussion sur les ventes judiciaires a continué.

Séance du 13 janvier.

Au commencement de la séance on reprend la discussion sur les ventes judiciaires. Après avoir écarté successivement tous les amendements dirigés contre cette disposition, la chambre adopte l'article du gouvernement qui remet aux Cours royales la désignation des journaux dans lesquels auront lieu les annonces judiciaires.

M. Allard fait un rapport sur l'élection de M. Pelletier Dulas, nommé à Château-Chinon (Nièvre.) Le bureau conclut à l'annulation de l'élection : néanmoins la majorité, composée du centre et d'une partie du centre gauche, déclare l'élection valable. Seulement l'admission est ajournée

jusqu'à production des pièces justificatives de l'âge et du cens du nouveau député.

M. Thiers a la parole pour le rapport de la commission du projet de loi sur les fortifications de Paris. La lecture de cet important document a duré deux heures, quoique M. Thiers, fatigué d'une première lecture faite au sein de la commission, ait sauté plusieurs feuillets de son manuscrit.

Séance du 14.

Sur la demande de M. Tocqueville, la chambre décide la reprise du projet de loi sur les prisons, dont la discussion sera ultérieurement fixée. On reprend la discussion sur les ventes judiciaires. Plusieurs articles sont adoptés.

Séance du 15.

M. l'amiral Lalande, précédemment admis, prête serment.

La chambre reprend la discussion du projet de loi sur les ventes judiciaires de biens immeubles. Elle adopte divers articles, ainsi qu'une disposition proposée par MM. Guyet Desfontaines et Lherbette, et combattue par les ministres de la justice et des travaux publics; disposition d'après laquelle l'adjudication empêchera l'action en résolution si le vendeur de l'immeuble ne fait aucun acte constatant son droit.

Séance du 16.

La discussion sur les ventes judiciaires continue. MM. Dupin, Teste et Dufaure ont pris la parole. Des avis opposés sont soutenus avec une certaine vivacité par M. le procureur-général près la cour de cassation et M. le ministre des travaux publics.

## Nouvelles d'Orient.

Une correspondance de Constantinople du 28 décembre, annonce qu'une grande agitation règne dans la diplomatie depuis l'arrivée du capitaine anglais qui a apporté la nouvelle de la soumission de Méhémet-Ali. De fréquentes réunions ont lieu, mais rien de précis ne transpire des délibérations. On assure toutefois que le Sultan acceptera purement et simplement la soumission, se réservant de régler sa conduite ultérieure sur les actes du Pacha. On dit aussi que des commissaires chargés de retirer la flotte vont être envoyés à Alexandrie. Le bruit court de nouveau que des conditions très dures seraient imposées à Méhémet. Ainsi, par exemple, on lui enlèverait une partie de sa propre flotte, le Divan fixerait lui-même le chiffre de son armée, etc. On s'accorde généralement à penser que rien de stable dans le sens de la paix ne pourra être résolu sans le cours de la France, quoique, dans les délibérations, on paraisse tenir peu de compte de la modération dont elle a fait preuve jusqu'ici.

(Phalange.)

## Suisse.

On écrit de Berne, 14 janvier,

Les insurgés d'Argovie sont vaincus sur tous les points. Muri est pri; et les districts catholiques où les scènes de désordre viennent d'avoir lieu sont tous occupés par les milices argoviennes. Le couvent de Muri est aussi au pouvoir des troupes. C'est dans ce couvent, et non dans la prison, qu'étaient enfermés M. le conseiller d'état Walker et autres républicains. A Muri, les moines sont partis, sauf l'abbé qui veut faire tête à l'orage. Quoique le gouvernement argovien soit persuadé que tout est fini et que l'ordre legal va reprendre le dessus; il demande



néanmoins que les bataillons bernois se montrent dans le pays, afin d'étouffer toute nouvelle tentative de révolte.

Voici le second bulletin que le conseil exécutif de Berne a fait afficher sur cette affaire :

La révolte des bailliages libres peut être considérée comme apaisée. Lundi au soir, les insurgés ont été repoussés par les troupes argoviennes au-delà du village de Villemorgen. Le grand conseil du canton d'Argovie est rassemblée au grand complet, et il pourvoira au bien du pays.

Le 4<sup>e</sup> bataillon et la 4<sup>e</sup> compagnie des carabiniers bernois sont entrés dans le canton d'Argovie. Il est également entré à Aarau un corps de troupes de Bâle-Campagne.

L'Etat de Zurich a mis de piquet tout son premier contingent. Aujourd'hui, son 4<sup>e</sup> bataillon, sous les ordres du lieutenant-colonel Markwalder, et la 1<sup>re</sup> compagnie de carabiniers, capitaine Zeller, marchent à la frontière d'Argovie. Un second bataillon et la compagnie d'artillerie Werdmüller sont mis en activité pour aujourd'hui.

Dans le canton de Soleure, 10,566 citoyens ont voté sur l'adoption de la constitution. Sur ce nombre, 6,289 l'ont acceptée, et 4,277 l'ont rejetée; en sorte qu'elle a réuni une majorité de 2,012 acceptants.

On écrit de Berne, le 16 janvier :

Quoique l'ordre et la tranquillité soient de nouveau rétablis dans le canton d'Argovie, la décision du grand conseil de supprimer tous les couvents catholiques pourra donner lieu à une foule de complications politiques dont il est difficile de prévoir l'issue. Le nonce du Saint-Siège, accrédité près de la Confédération helvétique, a adressé à M. Neuhas, président du directoire, une protestation énergique contre cette décision. Le comte de Bombelles, ambassadeur d'Autriche en Suisse, se propose d'en faire autant, il n'attend pour cela que de nouvelles instructions de sa cour.

L'Observateur Suisse contient le bulletin suivant publié à Berne sur les affaires du canton d'Argovie :

Les avis officiels arrivés au gouvernement sont tranquillisans. Déjà, d'après les nouvelles du 15, l'ordre et la tranquillité étaient rétablis dans la plupart des Cantons. Les députés envoyés à Dornach-Thierstein ont aussi fait au gouvernement des rapports qui constatent que tout rentre dans l'ordre, et que, d'après leur opinion, il n'est plus nécessaire de tenir des corps de troupes sur pied. En conséquence, la plupart des troupes que l'on avait tenues prêtes à marcher, ont été renvoyées. Le gouvernement de l'Argovie a donné une proclamation datée du 15, dans laquelle il annonce aussi le rétablissement de l'ordre.

Le grand conseil d'Argovie vient de décider, par 115 voix, la suppression de tous les couvents dans le canton. Le petit conseil a été chargé de présenter les propositions tendantes à l'accomplissement de cet arrêté.

## NOUVELLES DIVERSES.

On assure que le ministère se propose d'accueillir la demande de M. de Pontois, et que ce diplomate sera rappelé de son poste de Constantinople, aussitôt que Méhémet Ali aura été réhabilité dans son pachalik. On annonce d'un autre côté que l'ordre qui rappelle M. Cochelet, notre consul général à Alexandrie, vient d'être expédié par M. Guizot.

La frégate la Gloire, à bord de laquelle flotte le pavillon du vice-amiral de Mackau et que commande M. Fanée, capitaine de vaisseau,

est arrivée à Brest, dans la nuit du 18 au 19 janvier. Ce bâtiment vient de la Plata.

Le Standard annonce qu'il est décidé que la Reine Victoria ouvrira la session du Parlement en personne, mardi prochain, par un discours du trône.

Les journaux de Bruxelles abondent en détails sur les ravages que causent les inondations occasionnées par le dégel et la fonte des neiges. Les environs de Bruxelles, de Hal, de Malines, de Louvain et de Liège ont plus ou moins souffert, et plusieurs quartiers de ces villes sont envahis par l'eau.

Les environs de Canterbury ont aussi été inondés. Les caves et les rez-de-chaussées ont été remplis d'eau. A Westgate les trois quarts des maisons ont été atteintes.

De grands malheurs sont signalés par les journaux anglais, sur les bords du grand canal d'embranchement qui rejoint la Tamise au sud de Brentford. L'inondation, à laquelle s'est jointe la débâcle, a commencé ses ravages au milieu de la nuit. Un grand nombre de maisons ont été emportées, et beaucoup de personnes ont péri. Les principales rues de Brentford étaient envahies par les eaux. Le canal se précipitait dans la Tamise avec la fureur d'un torrent. Les dégâts occasionnés sont évalués à 100,000 l. st.

L'acceptation par l'Espagne et le Portugal de la médiation de l'Angleterre, dans la question du Douro, est officielle. (Morning-Post.)

## ANNONCES ET AVIS DIVERS.

## VENTE D'IMMEUBLES.

A la requête du sieur Louis Bertarelli négociant domicilié à Bastia; il sera procédé le huit février prochain à midi, en l'étude du notaire Joseph-Marie Scatelli demeurant rue vieux St-Charles à Bastia, et par le ministère du dit notaire, commis par jugement du tribunal civil de cette ville à la réception des enchères et à l'adjudication définitive, d'une maison et ses dépendances sise dans la citadelle rue de l'évêché N° 28 à Bastia, appartenant à la succession bénéficiaire de feu Dominique Milanta.

La dite maison abouissant au nord, avec autre maison de la dame Faustine veuve Pasqualini à l'ouest avec rue de l'évêché, et au sud avec bâtiments du génie militaire sera vendue en six lots séparés sur la première mise à prix indiquée pour chaque lot, ou en un seul sur celle résultant des adjudications partielles réunies, et composés ainsi qu'il suit :

Premier lot. D'un magasin servant actuellement d'écurie ayant son entrée vers l'est sur la première mise à prix de . . . . . 700 f.

Le second, d'une cave avec deux chambres au-dessus, les dites chambres ayant leur entrée séparée sur la rue de l'évêché sur celle de . . . . . 113<sup>e</sup>

Le troisième, d'un rez-de-chaussée composé de trois pièces, ayant son entrée au n° 28 sur celle de . . . . . 1050

Le quatrième, d'un premier étage sur celle de . . . . . 1030

Le cinquième, d'un second étage sur celle de . . . . . 1000

Le sixième, d'un troisième étage avec mansardes sur celle de . . . . . 985

S'adresser au dit notaire pour connaître les charges et conditions de la vente.

Fait à Bastia, ce 24 janvier 1841.

Signé : BENEDETTI.

LIBRAIRIE DE FARIANI FRÈRES.

## LA MAIRIE PRATIQUE,

A L'USAGE

DE MM. LES MAIRES,

Adjointe, Conseillers municipaux, Membres des commissions administratives, des établissements de charité, Conseillers des fabriques, Membres des conseils d'administration des établissements ecclésiastiques, Electeurs, Institutaires, Gardes nationales, Receveurs municipaux, etc.

PAR

MM. MOITTE, ANCIEN NOTAIRE, ET LABROSSE, CHEF DU BUREAU A LA PRÉFECTURE D'ALLIER,

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DE M. ED. NÉCHIN, Préfet du Département de l'Allier.

Prix : 7 fr. 50 c.

PREMIÈRES NOTIONS

THÉORIQUES ET PRATIQUES

DE

## GRAMMAIRE

FRANÇAISE-ITALIENNE,

Mise à la portée des plus jeunes enfants :

PAR JEAN FÉLIX FEDERICI,

RÉCENT AU COLLÈGE DE BASTIA.

Cet ouvrage se trouve aussi chez l'Auteur, rue du Pontotto, et à Ajaccio chez Félix Sicché libraire.

## MOUVEMENT DU PORT DE BASTIA

Du 23 au 29 Janvier 1841.

## ARRIVÉES.

Livourne, bœuf St-Jean, cap. Stretti, blé.  
Idem. b. à vap. St-Pierre, c. Bugliani, div.  
Idem. mistick Conception, c. Berti, briques.  
Gènes, bœuf Jésus-Marie, c. Baussa, riz et pâtes.  
Idem. bœuf V. des Carmes, c. Figallo, idem.  
Ile Madaline, gondole Assomption, Zuavo, Eg.  
Macinaggio, gondole St-Simon, c. Filippi, vin.  
Idem gondole, V. des Carmes, c. Torre, vin.  
Idem gondole, Lavasina, c. Franceschi, vin.  
Idem gondole, St-Pierre, c. Dominici, vin.  
Fiumorbo, gondole, Hiver, c. Valeri, bois.  
Toulon, b. à vap. Liamone, c. Valzi, dépêchés.  
Idem b. à vap. Var, c. Valzi, dépêchés.

## DÉPARTS.

Toulon, b. à vap. de l'Etat, Papin, c. de Lestang, lieutenant de vaisseau.  
Idem b. à vap. Liamone, c. Valzi, dépêchés.  
Idem b. à vap. Liamone, c. Valzi, dépêchés.  
Livourne, mistick Pipi, c. Gentile, lest.  
Idem mistick Conception, c. Marini, lest.  
Marseille, mistick, St-Vt. Fer. c. Battistini, chat.  
Idem goélette Constance, c. Bugliani, chat.  
Idem mistick Assomption, c. Thiers, chat.  
Bonifacio, gondole St-Croix, c. Casella, lest.  
Macinaggio, goélette Conception, c. Raffucci, m.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE DE CÉSAR FARIANI.

ON S'ABONNE A BASTIA

AU BUREAU DU JOURNAL

A PARIS

A l'Office-Correspondance d'Auguste DE VIGNY et Comp. Place de la Bourse N° 5, où l'on reçoit les annonces pour l'Insulaire Français.



## L'Insulaire Français,

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

## BASTIA.

Le *Moniteur*, dans son N° du 22 janvier, contient un projet de loi qui a été présenté à la chambre des députés par M. le président du conseil, ministre de la guerre, sur divers avantages à accorder à la gendarmerie, dont le recrutement était devenu difficile, tant en officiers qu'en sous-officiers et gendarmes. Ce corps si éminemment utile à la société, et dont M. le maréchal Soult, dans sa bienveillante sollicitude pour l'armée, veut améliorer la position, recevra une augmentation de solde; et la haute paye, pour ancienneté de service, sera allouée aux sous-officiers et gendarmes sur le pied de celle dont jouissent déjà les autres armes spéciales. Les lieutenants et les sous-lieutenants nouvellement promus recevront un cheval de remonte comme cela se pratique dans la cavalerie. L'indemnité d'ameublement sera payée aux officiers aussi bien qu'à ceux des autres corps de l'armée; enfin si, comme il y a lieu de le croire, ce projet est adopté par les chambres, la gendarmerie sera désormais traitée selon l'importance de son institution.

Mais à notre grand étonnement nous remarquons que le bataillon de voltigeurs corses, corps auxiliaire de la gendarmerie, ne participe à tous ces avantages que pour l'indemnité d'ameublement, encore n'en jouira-t-il pas, car dans ses différents cantonnements sur toute la surface de l'île, il ne se trouve pas de bâtiments militaires pour loger ses officiers. Ce corps ne reçoit donc aucun avantage, pas même la faible augmentation de solde qui est accordée aux sous-officiers et soldats de toutes armes par l'ordonnance du 5 décembre 1840. Il est le seul de l'armée qui soit oublié; cependant les services qu'il a rendus et qu'il rend tous les jours devraient lui mériter un tout autre traitement. Il a livré à la justice des milliers de prévenus, et un grand nombre de voltigeurs sont morts ou ont été blessés dans leurs rencontres avec les bandits. Sans cesse les armes à la main contre ces criminels, ils résistent à toutes les fatigues, et au péril de leur vie ils affrontent tous les dangers. Ce corps, nous aimons à le répéter, a des droits incontestables à la bienveillance du gouvernement, et à la reconnaissance de la Corse entière. Qui ne sait qu'avant sa formation, des bandits redoutables, réunis par bandes, tenaient toute l'île dans la consternation. Les routes n'étaient plus sûres, et les habi-

tants les plus paisibles n'osaient plus se livrer à la culture de leurs champs. La force armée elle-même, réunie sur plusieurs points par lieutenantance, était attaquée jusque dans ses casernes. Nos souvenirs sont encore tout pleins de ces temps douloureux et c'est aux voltigeurs corses que nous devons le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité publique.

A cause de leur mobilité toujours subsistante, on ne peut disconvenir que ces militaires sont exposés à plus de dépenses que les gendarmes qui ont des résidences fixes. Il serait donc injuste de les traiter moins bien qu'eux. Cette exception serait d'ailleurs contraire à l'article 2 de l'ordonnance de création du bataillon, en date du 6 novembre 1822, qui a voulu que sa solde fût celle de la gendarmerie à pied. Espérons que l'autorité militaire, et nos députés s'empresseront de faire valoir les services de ce corps, et d'intercéder en sa faveur auprès du gouvernement du Roi. Nous croyons pouvoir les assurer que le pays en entier leur saura gré de leur dévouement à ce sujet.

Le Parlement anglais prend à son tour la parole sur les derniers événements extérieurs qui ont agité l'Europe; et, dans tous les discours de ses orateurs, une idée prédomine qui préoccupe au plus haut degré les esprits les plus distingués de la Grande-Bretagne. — On s'inquiète de la position d'isolement dans laquelle se trouve la France depuis le traité du 15 juillet, et whigs, torys et radicaux, font taire les haines et les intérêts de partis pour s'occuper de la question importante qui touche aux destinées de l'Europe tout entière. — L'isolement de la France. — Cette inquiétude de tout un peuple, ce débat solennel, ce concert d'opinions sur ce point qui intéresse à un haut degré notre nation sont un hommage indirect rendu à la grandeur et à la puissance de la France. — Qui viendra dire encore que la France est déconsidérée à l'étranger. Est-ce une nation sans importance morale et sans puissance matérielle qui provoquerait d'aussi grandes marques de sympathies et dont on redouterait la position exceptionnelle?

Lord Palmerston a parlé dans le même sens que le duc de Wellington, lord John Russell, sir Robert Peel et M. Hume; il a déploré que la marche qu'ont suivie les affaires du Levant depuis quelque temps, aient interrompu les bonnes relations qui existaient depuis 10 ans entre la France et l'Angleterre. Il pense, ainsi que M.

Hume et sir Robert Peel, qu'il est de la plus haute importance, non seulement pour le bien-être et la prospérité des deux pays, mais aussi pour la paix de l'Europe, qu'il règne une bonne intelligence entre la France et l'Angleterre. Tout le discours du ministre des affaires étrangères de S. M. Britannique a roulé sur cette question et n'a été en quelque sorte que la paraphrase de cette idée. — Ainsi nos anciens alliés, naguère encore si fiers de leurs succès avoués ouvertement du haut du parlement, en face de l'Europe et du monde entier que ce succès ne leur servira à rien, tant que la France ne l'aura pas accepté et en quelque sorte ratifié. — Certes, nous pouvons, sans trop de fierté et d'amour-propre national, prendre acte, d'une pareille déclaration; elle prouvera d'ailleurs à nos patriotes désintéressés qui ne cessent de rabaisser la France, qu'il y a au-delà de la Manche, dans cette vieille Angleterre depuis si longtemps notre rivale, des hommes qui font plus de cas qu'eux de la grandeur et de la gloire de notre pays.

Nous ne voulons pas dire pour cela que nous devons renouer sans examen notre alliance avec l'Angleterre. La France doit, c'est notre opinion, garder la position d'isolement qu'elle occupe, jusqu'au jour où il y aura gloire et avantage pour elle à contracter une alliance avec une grande puissance, mais si l'alliance anglo-française doit acquiescer une nouvelle force, par le rapprochement des deux nations, ce n'est point à nous à prendre une initiative qui blesserait notre orgueil. Laissons venir et attendons.

Un projet de loi contenant des modifications à la loi du 21 mars 1832 sur le recrutement de l'armée, a été présenté à la chambre des députés par M. le ministre de la guerre, dans la séance du 21 janvier. Ce projet a principalement en vue les abus de remplacement militaire, et le besoin d'une réserve, dont la nécessité a été reconnue.

Les devoirs des conseils de révision, à l'égard des remplaçants, leur seraient tracés d'une manière plus exacte et plus sévère, en même temps que les conditions pour le remplacement seraient rendues plus difficiles. Toute entreprise ayant pour objet le remplacement militaire serait interdite.

A l'égard de la réserve, le problème à résoudre, dit l'exposé des motifs, c'est de constituer l'armée d'une manière à ce que toujours forte, instruite, exercée, et surtout disponible pour le